

La dépendance à l'égard des exportations de produits de base, l'engrenage international de la pauvreté et les nouveaux facteurs de vulnérabilité

Chapitre

4

A. Introduction

Ainsi qu'il ressort du chapitre précédent, la dépendance à l'égard des exportations de produits primaires va manifestement de pair avec l'extrême pauvreté. Les raisons d'un tel état de choses n'ont guère été abordées dans les débats consacrés au commerce international et à la pauvreté. De fait, les responsables de l'élaboration des politiques au niveau international ne semblent pas se rendre vraiment compte que l'engagement pris de réduire de moitié l'extrême pauvreté d'ici à 2015 passe nécessairement par la prise en considération du problème des produits primaires.

Le présent chapitre passe en revue certains des mécanismes par lesquels de nombreux PMA dépendant des exportations de produits de base se trouvent du même coup enfermés dans le piège de la pauvreté et analyse les facteurs de vulnérabilité auxquels sont exposés les PMA qui ont commencé à diversifier leurs activités hors des produits de base pour s'orienter vers les exportations d'articles manufacturés ou de services¹. La section B porte ainsi sur deux mécanismes purement commerciaux qui peuvent expliquer le lien entre la dépendance à l'égard des produits de base et la pauvreté, à savoir le niveau et l'instabilité des prix des produits de base et les caractéristiques de ce secteur d'activité dans les PMA, qu'il s'agisse de la productivité, de la compétitivité ou du dynamisme. La section C examine l'interaction entre les relations commerciales et financières internationales et la conjonction (caractérisant les situations de pauvreté généralisée) d'un faible investissement intérieur, d'une épargne insuffisante et d'une piètre productivité, interaction qui resserre le piège de la pauvreté dont sont prisonniers les PMA exportateurs de produits de base. Cette analyse élargit la notion d'engrenage de la pauvreté examinée au chapitre 2 et montre comment les relations internationales font partie intégrante de ce piège pour les PMA qui dépendent des exportations de produits primaires. La section D met l'accent sur la vulnérabilité des exportateurs d'articles manufacturés et de services qui s'efforcent d'échapper à un tel piège en élargissant la gamme des exportations autres que les produits de base. La question de savoir si la mondialisation resserre plutôt qu'elle ne détend le piège de la pauvreté fait l'objet de la section E. Les principales observations sont récapitulées dans la conclusion.

B. Dépendance à l'égard des exportations de produits de base et pauvreté : les mécanismes commerciaux

1. NIVEAUX ET INSTABILITÉ DES PRIX DES PRODUITS PRIMAIRES

Le niveau et l'instabilité des prix des produits de base influent largement sur la croissance économique et l'incidence de la pauvreté dans les PMA,

Il y a un lien manifeste entre la dépendance à l'égard des exportations de produits primaires et l'extrême pauvreté.

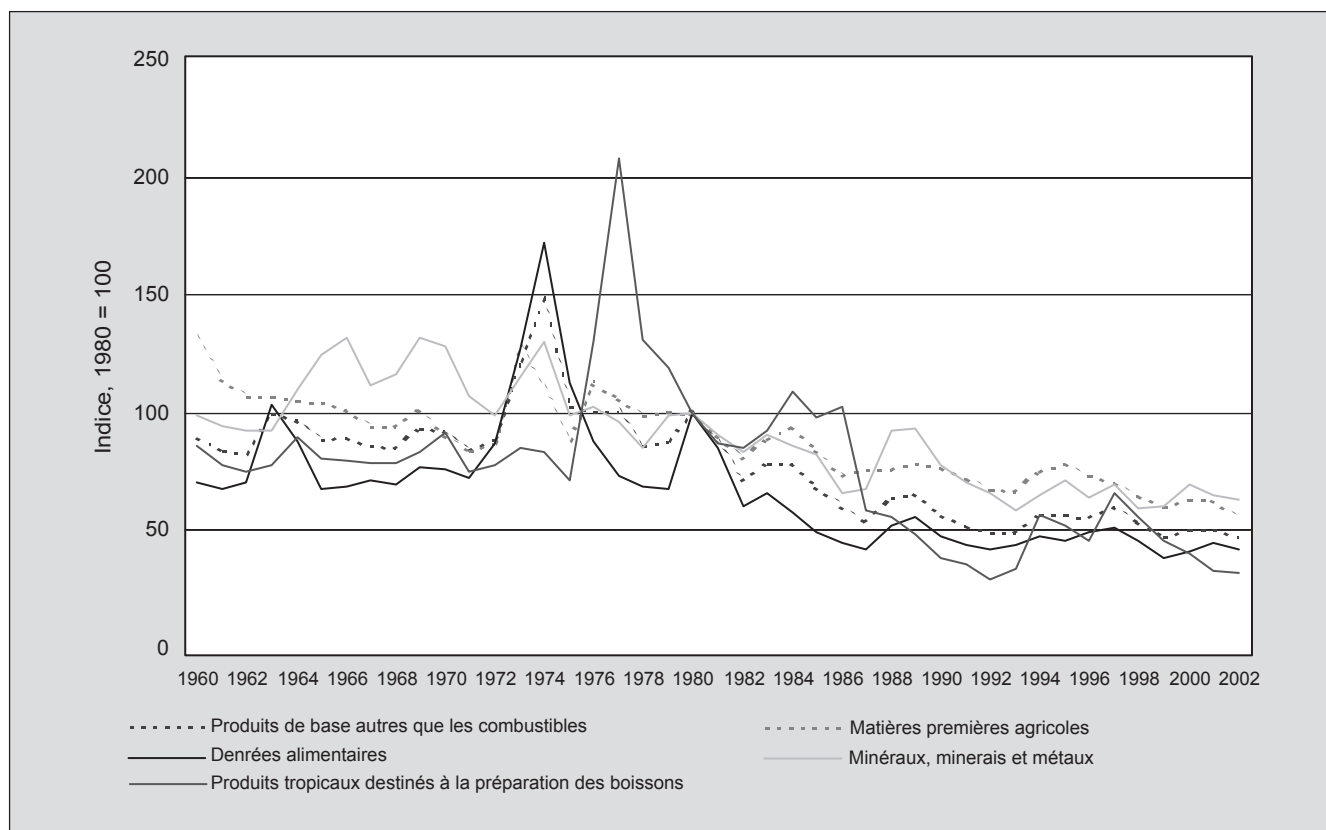
Le niveau et l'instabilité des prix mondiaux des produits de base influent largement sur la croissance économique et l'incidence de la pauvreté dans les PMA.

Depuis 1960, les prix réels des produits de base autres que les combustibles suivent une tendance à long terme à la baisse ... La récession qui a touché les prix des produits de base dans les années 80 a été plus forte et considérablement plus longue que celle qui avait été observée au cours de la grande crise des années 30.

notamment ceux dont les recettes d'exportation proviennent essentiellement des produits primaires. La baisse des prix réels de ces produits entraîne un ralentissement de la croissance dans les PMA qui en exportent. Cela tient aux pertes directes de revenu associées aux variations des prix. Mais surtout, la dégradation des termes de l'échange accentue les problèmes de devises, d'où une réduction du degré d'utilisation des capacités et une moindre efficacité dans l'emploi des ressources en raison de la pénurie de produits d'importation essentiels (pièces détachées, produits intermédiaires et matériel de rechange, notamment), ainsi qu'une diminution de l'investissement intérieur. En outre, « les pays tributaires des produits de base subissent souvent de graves revers en matière de termes de l'échange, ce qui nuit du même coup à leur croissance économique à long terme et à l'investissement » (Varangis, Akiyama et Mitchell, 1995: 16). Une analyse par régression portant sur plusieurs pays montre que les effets négatifs des secousses enregistrées par les prix des produits de base pèsent surtout sur l'investissement et sont considérables, quelle que soit la qualité de la politique économique de l'État et des institutions. Autrement dit, ces conséquences négatives se produisent même lorsque des politiques considérées comme « saines » ont été mises en place (Dehn, 2000a, 2000b)².

Les prix réels des produits de base autres que les combustibles (autrement dit, les termes de l'échange de produits de base)³ connaissent depuis 1960 une tendance durable à la baisse et se sont même effondrés au début des années 80 (graphique 38). Des travaux de recherche comparative montrent que la récession des prix de ces produits dans les années 80 a été plus forte et considérablement

GRAPHIQUE 38. PRIX MONDIAUX DU MARCHÉ LIBRE DES PRODUITS PRIMAIRES AUTRES QUE LES COMBUSTIBLES ET DE CERTAINES CATÉGORIES DE PRODUITS PRIMAIRES, 1960-2002^a
(Indice, 1980 = 100)



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après CNUCED, *Bulletin des prix des produits de base*.

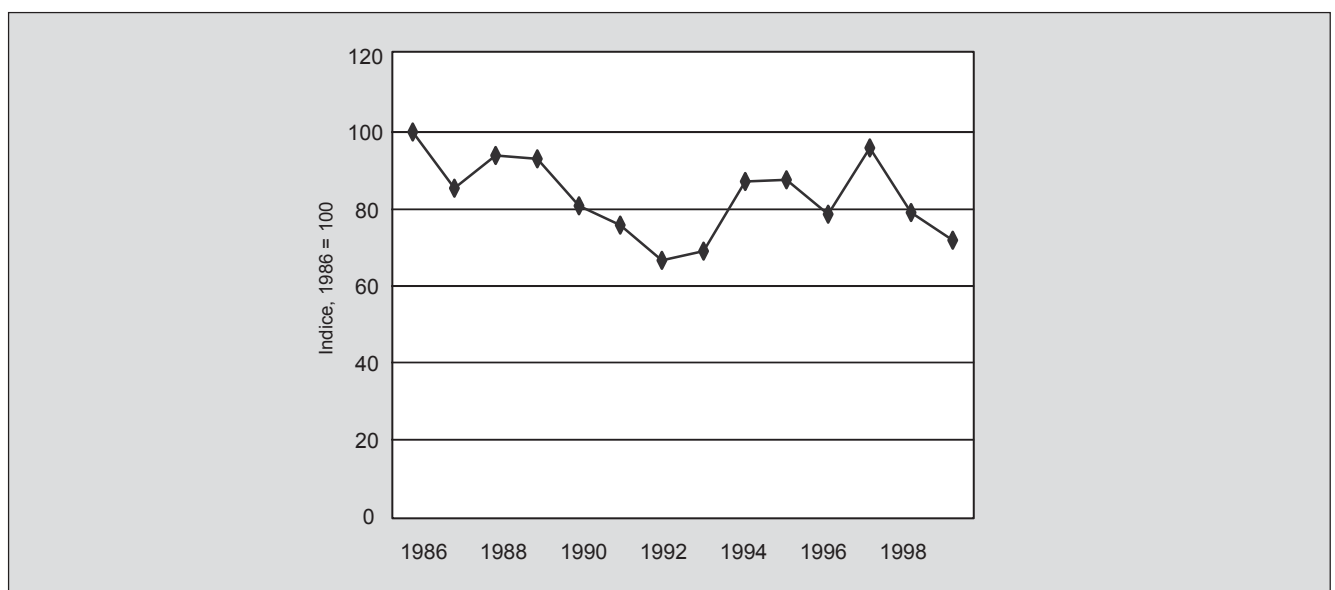
a Les chiffres de 2002 sont fondés sur le premier trimestre.

plus longue que celle qui avait été observée au cours de la grande crise des années 30 (Maizels, 1992: 11). En 2001, l'indice combiné des prix des produits de base hors combustibles de la CNUCED, corrigé en fonction de l'indice des prix des produits manufacturés exportés par les pays développés, s'établissait à 55 % de sa moyenne annuelle pour la période 1979-1981. Pour certains groupes de produits, notamment les produits tropicaux destinés à la préparation de boissons et les produits vivriers, la baisse des prix mondiaux réels a été encore plus brutale, l'indice tombant à 32 % et 53 %, respectivement, de la moyenne de 1979-1981 (graphique 38). Pour les matières premières agricoles et les minéraux, minerais et métaux, le recul observé depuis le début des années 80 est moins important, mais reste sensible: en 2001, leurs prix réels s'établissaient à 65 % et 67 % respectivement de leur niveau de 1979-1981. En outre, les prix réels des produits de base autres que les combustibles fluctuent beaucoup plus qu'avant 1970 (Dehn, 2000a; Cashin et McDermott, 2001).

Les variations récentes des termes de l'échange des produits de base des pays les moins avancés peuvent être mesurées à l'aide de l'indice du FMI (publié dans l'annexe statistique de certains numéros de sa publication intitulée *World Economic Outlook*) qui donne des estimations des prix mondiaux du marché pour les produits de base autres que les combustibles exportés par ces pays. L'indice fait apparaître, entre 1986 et 1999, une baisse des prix réels des produits de base exportés par les PMA supérieure à 30 % (graphique 39). Dans le cadre de cette tendance générale à la baisse, des fluctuations se sont néanmoins produites. Entre 1986 et 1992, les prix réels des produits de base ont diminué de 33 %. De 1993 à 1997, ils se sont nettement redressés, leur niveau ayant augmenté en 1997 de 44 % par rapport à 1992. Mais depuis lors, notamment à la suite de la crise financière survenue en Asie, ils se sont à nouveau fortement tassés, en dépit de baisses de la valeur unitaire des produits manufacturés exportés par les pays développés.

Si les prix réels des produits de base baissent, cela veut dire qu'il faut en exporter davantage pour financer un volume donné d'importations. En utilisant

GRAPHIQUE 39. TERMES DE L'ÉCHANGE DES PRODUITS DE BASE HORS COMBUSTIBLES DES PMA, 1986-1999
(Indice, 1986 = 100)



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED fondées sur des estimations du FMI concernant les prix du marché mondial des produits primaires hors combustibles exportés par les PMA (FMI, *World Economic Outlook*, divers numéros, annexe statistique) et l'indice ONU de la valeur unitaire des articles manufacturés exportés par les pays développés à économie de marché.

l'indice du FMI comme mesure de la valeur unitaire, on estime que le volume des exportations des produits de base en provenance des PMA s'est accru de 43 % entre 1986 et 1999 (tableau 32). Cependant, leur valeur a augmenté de 26 % seulement au cours de cette période, et le pouvoir d'achat des exportations de produits de base⁴ n'a progressé que de 3 % entre ces deux dates.

Le volume des exportations de produits de base des PMA s'est accru de 43 % entre 1986 et 1999. Mais leur pouvoir d'achat n'a progressé que de 3 %.

Dans ce contexte global, l'on constate d'importantes variations. Le volume des exportations a beaucoup augmenté en 1990-1992, 1994-1995 et 1997-1999. La première et la dernière de ces périodes de croissance rapide des exportations de produits de base suivent une série d'années (1988-1990 et 1994-1997) durant lesquelles l'indice de la valeur unitaire des exportations est resté supérieur au niveau de 1986. Cependant, tant la première que la deuxième de ces périodes de hausse du volume des exportations ont été suivies d'un net mouvement de baisse venant après un recul des prix des exportations. Un creux a été atteint en 1994 en ce qui concerne le volume des exportations. Entre cette date et 1999, les PMA ont accru le volume de leurs exportations de 54 %. Le pouvoir d'achat des produits de base exportés par les PMA a suivi une courbe en U. Il a diminué de 20 % de 1986 à 1993, puis a progressé de 28 % de 1993 à 1999 (voir tableau 32).

Les variations des termes de l'échange des produits de base dans les PMA ont entraîné d'importantes pertes de change. Du fait des mouvements subis par les termes de l'échange de ces produits de 1986 à 1999, les pertes de change ont représenté en moyenne 680 millions de dollars par an (aux prix de 1986) durant la période 1987-1989, 2 milliards 250 millions de dollars par an en 1990-1993, 990 millions de dollars par an en 1994-1997 et 2,4 milliards de dollars par an en 1998-1999⁵. Pour cette dernière période, la perte de change annuelle moyenne équivaut au tiers de la valeur des exportations des produits de base des PMA aux prix de 1986.

TABLEAU 32. VALEUR UNITAIRE, VOLUME ET POUVOIR D'ACHAT DES EXPORTATIONS DE PRODUITS DE BASE HORS COMBUSTIBLES DES PMA, 1986-1999
(Indice, 1986 = 100)

Année	Valeur unitaire des exportations ^a	Volume des exportations ^b	Pouvoir d'achat des exportations ^c
1986	100,0	100,0	100,0
1987	96,5	103,2	88,1
1988	112,7	96,9	91,0
1989	110,8	105,4	98,0
1990	106,0	102,1	82,5
1991	99,4	111,1	84,2
1992	89,8	127,2	84,5
1993	88,4	116,4	80,3
1994	114,7	93,1	81,2
1995	126,7	120,3	105,4
1996	110,1	113,0	88,9
1997	124,6	97,7	93,6
1998	99,8	125,0	98,9
1999	87,9	143,0	102,6

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED.

- Note :
- a L'indice de la valeur unitaire des exportations est fondé sur des estimations des prix du marché mondial des exportations de produits de base hors combustibles des PMA établies par le FMI (FMI, *World Economic Outlook*, divers numéros, annexe statistique).
 - b Valeur des exportations de produits de base des PMA (d'après la base de données COMTRADE de l'ONU), divisée par leur valeur unitaire moyenne.
 - c Valeur des exportations de produits de base des PMA corrigée de l'indice de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés des pays développés à économie de marché, établi par l'ONU.

Les PMA étant dans leur majorité importateurs nets de denrées alimentaires et de pétrole, les effets de la dégradation des termes de l'échange de produits peuvent être en partie neutralisés par les variations des prix des aliments et du pétrole. Les effets nocifs de la baisse des prix des produits de base depuis 1997 ont été quelque peu atténués dans les PMA, du moins à court terme, par le tassement des prix des importations d'aliments et, jusqu'en 2000, des importations pétrolières (Herrmann et David, 2001). Cependant, dans les PMA fortement tributaires des exportations de produits primaires, l'évolution des prix réels des produits de base reste déterminante dans l'évolution des termes nets de l'échange de ces pays⁶. Des travaux de recherche récents montrent que l'affaiblissement des termes nets de l'échange représente un problème particulier pour les pays les moins avancés (Mendoza, 2001). Qui plus est, non seulement les termes nets de l'échange se dégradent dans les pays les plus démunis de la planète, mais tout porte également à croire que les effets néfastes contre lesquels Prebisch et Singer mettaient en garde il y a 50 ans dans le cas des pays en développement s'exercent dans la quasi-totalité des pays les plus pauvres qui exportent des produits de base (voir l'encadré 12). Cela crée un environnement extérieur défavorable qui ne cesse de saper les efforts de développement et de réduction de la pauvreté, le commerce avec des régions du monde plus prospères et en pleine expansion ne pouvant plus agir comme moteur de la croissance dans les PMA.

L'ampleur des effets d'un tel environnement mérite d'être soulignée. Selon des estimations de la Banque mondiale, les pertes cumulées des termes de l'échange subies au cours de la période de 1970 à 1997 par les pays non exportateurs de pétrole de l'Afrique subsaharienne, dont la plupart sont des PMA, représentaient en 1997 119 % du PIB régional et 51 % et 68 %, respectivement, des flux nets cumulés de ressources et des transferts nets de ressources vers la région (Banque mondiale, 2000). On a calculé que, si les ressources en question avaient pu être employées sur place et investies de façon productive, la croissance annuelle de ces pays aurait été de 1,4 % plus élevée. Sans ces pertes, et à supposer que les ressources correspondantes aient fait l'objet d'investissements productifs, le revenu par habitant aurait été de 50 % plus élevé dans ces pays et les taux de pauvreté seraient du même coup nettement plus faibles (CNUCED, 2000a).

Les effets de l'instabilité des prix des produits primaires sont en outre particulièrement sensibles dans les PMA. Ainsi qu'il ressort de l'édition de 2000 du rapport *Les pays les moins avancés*, ces pays se distinguent non pas tant par le fait qu'ils sont exposés à de plus fortes secousses que d'autres pays en développement que par l'ampleur de telles secousses au regard des ressources dont ils disposent au niveau intérieur pour financer l'investissement. Dans un échantillon de 18 PMA exportateurs de produits de base autres que les combustibles pour lesquels on dispose de données, la perturbation maximale sur deux ans des termes de l'échange survenue au cours de la période 1970-1999 a entraîné des pertes de revenu supérieures à 100 % des ressources intérieures disponibles pour financer l'investissement au cours d'une année déterminée dans huit d'entre eux et des pertes de revenu supérieures à 25 % de ces ressources dans huit autres (voir CNUCED, 2000b: p. 38 et 39).

Les variations des prix des produits de base influent également sur l'incidence de la pauvreté en raison de leurs répercussions sur les possibilités d'emploi et sur les recettes des producteurs. Au niveau des ménages et des entreprises, l'effet des variations de prix est fonction de la question de savoir si les fluctuations des prix mondiaux et des prix frontière sont répercutées sur le producteur au niveau local et si les améliorations de la productivité et des

Non seulement les termes nets de l'échange de produits se dégradent dans les pays les plus démunis du monde, mais de nombreux éléments donnent également à penser que les effets néfastes contre lesquels Prebisch et Singer mettaient en garde il y a 50 ans dans le cas des pays en développement s'exercent dans la quasi-totalité des pays les plus pauvres qui exportent des produits de base.

Les effets de l'instabilité des prix des produits primaires sont en outre particulièrement sensibles dans les PMA.

**ENCADRÉ 12. TERMES DE L'ÉCHANGE DES PAYS LES PLUS PAUVRES DU MONDE
QUI EXPORTENT DES PRODUITS DE BASE**

L'hypothèse de Prebisch-Singer selon laquelle, en longue période, le prix des produits primaires diminue par rapport au prix des articles manufacturés continue de faire l'objet de controverses. Pour vérifier cette hypothèse, l'on utilise dans la plupart des cas des modèles reposant sur des séries chronologiques pour estimer les taux de croissance tendanciels de certains prix relatifs. Les travaux se sont concentrés soit sur les termes de l'échange nets entre les producteurs de produits primaires (assimilés aux pays en développement) et les producteurs d'articles manufacturés (assimilés aux pays industrialisés), soit sur les prix d'un panier de produits de base par rapport au prix d'articles manufacturés (termes de l'échange des produits de base). Une nouvelle démarche récemment mise au point consiste à construire un modèle structurel visant à définir différents facteurs qui influent sur les prix des articles manufacturés et des produits primaires (Bloch et Sapsford, 1997).

TABLEAU 1. TENDANCES ET DEGRÉ DE VOLATILITÉ DES TERMES DE L'ÉCHANGE NETS DES PAYS EXPORTATEURS DE PRODUITS DE BASE CONSIDÉRÉS COMME LES PLUS PAUVRES DU MONDE^a, 1960-1993^b

Pays	Période 1	Tendance	Degré de volatilité	Période 2	Tendance	Degré de volatilité
		Variation annuelle moyenne en pourcentage			Variation annuelle moyenne en pourcentage	
Burkina Faso	1960–1968	0,00	0,127	1969–1991	-3,12	0,059
Burundi ^c	1965–1993	-7,99	-0,307	-	-	-
Éthiopie	1960–1974	0,00	0,063	1975–1993	-10,38	0,192
Guinée-Bissau	1965–1977	-10,72	0,079	1978–1993	0,00	0,216
Madagascar ^c	1960–1991	-1,98	0,128	-	-	-
Malawi	1960–1973	21,95	0,054	1974–1993	-2,86	0,095
Mali	1960–1981	0,00	0,088	1982–1993	-1,47	0,030
Niger	1960–1986	-6,17	0,086	1987–1993	-0,72	0,020
Rép, dém, du Congo	1960–1984	-9,18	0,110	1985–1993	-6,18	0,037
Rép,-Unie de Tanzanie	1960–1973	0,00	0,050	1974–1993	-4,16	0,094
Rwanda	1960–1974	0,00	0,081	1975–1993	-12,30	0,185
Sierra Leone	1960–1977	-2,60	0,072	1978–1993	-3,28	0,065
Soudan	1960–1987	-2,44	0,096	1988–1993	-5,77	0,033
Tchad	1960–1972	12,50	0,034	1973–1993	1,77	0,082
Zambie	1960–1979	-21,10	0,124	1980–1993	-7,50	0,099

Source : Sapsford (2001).

Note : Une variation nulle indique que l'estimation du coefficient correspondant ne s'écarte guère du zéro selon le mode de calcul conventionnel.

- a Les pays exportateurs de produits de base considérés comme les plus pauvres sont définis en fonction de leur PNB par habitant (méthode de l'Atlas de la Banque mondiale) en 1997.
- b Les estimations des termes de l'échange nets sont fondées sur un modèle structurel qui neutralise l'influence, sur les termes de l'échange, de fluctuations du volume de la production dans le monde industrialisé.
- c Les estimations de la tendance et du degré de volatilité portent sur l'ensemble de la série de données car la tendance ne fait apparaître aucune solution de continuité.

Suivant cette démarche, l'on constate que la tendance globale qui se dégage des modèles reposant sur des séries chronologiques correspond à l'effet net de facteurs divergents distincts. D'une part, les effets de Prebisch-Singer exercent une pression à la baisse sur les termes de l'échange des produits de base, en raison de différences existant dans la structure du marché (les marchés des produits primaires se caractérisent par une concurrence plus parfaite) et dans l'influence du progrès technique sur les facteurs de production (dans le secteur des articles manufacturés, le progrès technique permet censément de faire des économies de matières premières et de main-d'œuvre). D'autre part, l'expansion de la production industrielle peut amortir de tels effets, dans la mesure où les prix des produits primaires utilisés dans le secteur manufacturier augmentent lorsque le volume de l'activité manufacturière s'accroît.

Le tableau 1 ci-dessus présente des estimations des variations à long terme des termes nets de l'échange (exprimées en pourcentage annuel) des 15 PMA exportateurs de produits de base les plus pauvres du monde. Ces estimations portent sur la période 1960-1993, pour laquelle la CNUCED dispose d'une série chronologique cohérente de données sur les termes de l'échange des pays considérés. Les estimations en question ont été établies à l'aide d'un modèle structurel qui neutralise l'influence, sur les termes de l'échange d'un pays donné, des fluctuations du volume de production du monde industrialisé. Celui-ci a été mesuré à l'aide de l'indice de la production industrielle de

Encadré 12 (*suite*)

l'OCDE. Le tableau contient également des estimations du degré de volatilité des termes de l'échange de ces pays, établies en se fondant sur l'erreur type d'estimation associée à la droite de régression. Il a été procédé à des vérifications pour déterminer si la tendance comporte une solution de continuité, auquel cas celle-ci est signalée, de même que le degré de volatilité des termes de l'échange de chaque période.

Le tableau peut se lire en passant d'une colonne à l'autre. Pour l'Éthiopie, par exemple, une fois neutralisée l'influence des fluctuations du volume de la production du monde industrialisé sur les termes de l'échange de ce pays, le tableau fait apparaître une modification du taux de croissance tendanciel des termes de l'échange en 1974, date à partir de laquelle l'absence de tendance a fait place à une dégradation des termes de l'échange de l'ordre de 10,38 % par an. Cette dégradation de la tendance s'est accompagnée d'un triplement du degré de volatilité des termes de l'échange par rapport à la période antérieure à 1974.

Les principales conclusions qui se dégagent de ce tableau peuvent être résumées comme suit:

- Dans les 15 pays exportateurs de produits de base les plus pauvres sauf deux, le taux tendanciel de croissance des termes de l'échange s'est nettement modifié au cours de la période 1960-1993;
- Dans 9 de ces 13 cas, la tendance s'est modifiée entre 1972 et 1982;
- Dix-neuf estimations sur 28 correspondent à des tendances négatives;
- Trois seulement des estimations correspondent à des tendances positives;
- Dans 9 des 13 pays pour lesquels la tendance s'est modifiée, le tableau fait apparaître une dégradation des termes de l'échange;
- Dans 6 des 13 pays en question, le degré de volatilité des termes de l'échange s'est accentué.

Ces résultats montrent que les termes de l'échange de bon nombre des PMA exportateurs de produits de base considérés comme les plus pauvres du monde ont effectivement pâti des effets de Prebisch-Singer, qui ont exercé une pression continue à la baisse sur la croissance de l'activité économique et des exportations et ont neutralisé les effets positifs dont ils auraient pu bénéficier du fait de l'expansion de la production industrielle.

Source : Sapsford (2001).

TABLEAU 33. PRIX DU CAFÉ PAYÉS AUX PRODUCTEURS DANS LES PMA EXPORTATEURS, 1995, 1998 ET 2000
(En cents des États-Unis par livre, aux prix courants)

	1995	1998	2000
Arabicas colombiens doux			
République-Unie de Tanzanie	71,32	70,95	64,00 ^a
Autres arabicas dpoux			
Burund	53,04	48,94	33,20
Haïti	26,93	..	24,28 ^a
Madagascar	88,61	52,14	20,82
Malawi	108,96	67,36	48,99
Ouganda	109,80	117,34	76,29
Rép, démocratique du Congo	81,65
Rwanda	56,92	46,29	26,38
Zambie	107,84
Arabicas brésiliens			
Éthiopie	73,32	88,68	49,86
Robustas			
Angola	29,49	49,90	45,36 ^a
Burundi	41,11
Madagascar	66,46	43,45	17,35
Ouganda	94,41	115,02	26,07
République centrafricaine	58,31	34,02	16,44
Rép, démocratique du Congo	45,36
République-Unie de Tanzanie	48,14	27,13	17,78 ^a
Togo	69,08	48,60	12,40

Source : Organisation internationale du café (2001).

a 1999.

À la suite du démantèlement des offices de commercialisation, les producteurs ont souvent vu leur part des prix frontière des produits augmenter, bien que cette tendance ne soit pas uniforme et se soit manifestée plus particulièrement dans les zones les plus accessibles et à forte densité de population. Cependant, face à la baisse des prix mondiaux des produits de base, les prix réels à la production se sont également tassés.

rendements permettent de compenser une baisse des prix. Concernant la transmission des prix, les offices de commercialisation et les caisses de stabilisation servaient auparavant de mécanisme régulateur entre les prix mondiaux et les prix à la production des produits agricoles dans de nombreux PMA exportant des produits de base. Ces institutions ayant été démantelées dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, les producteurs sont désormais davantage exposés aux fluctuations des prix mondiaux des produits de base. Les producteurs ont souvent vu leur part des prix franco frontière des produits augmenter, bien que cette tendance ne soit pas uniforme (voir Boratav, 2001) et se soit surtout manifestée dans les zones les plus accessibles et à forte densité de population. Cependant, face à la baisse des prix mondiaux des produits de base, les prix réels à la production se sont également tassés.

L'exemple récent du café illustre bien les problèmes auxquels les producteurs peuvent être confrontés. Les prix payés aux producteurs de café ont diminué entre 1995 et 2000 en valeur nominale de plus de 50 % dans 10 des 14 PMA pour lesquels on dispose de données (tableau 33). On ne saurait trop insister sur les conséquences d'une telle évolution sur les moyens de subsistance de la population, notamment dans les pays qui dépendent quasi exclusivement des exportations de café.

2. PRODUCTIVITÉ, COMPÉTITIVITÉ ET DYNAMISME DES EXPORTATIONS DE PRODUITS DE BASE DES PMA

Il est possible de remédier aux conséquences délétères de la dégradation des termes de l'échange pour le bien-être matériel en améliorant la productivité et la qualité tout en diversifiant et en modernisant le secteur primaire. La diversification dans des produits primaires plus élaborés peut en outre davantage contribuer à dynamiser la croissance que ne le feraient des produits simples. Cependant, dans la plupart des pays les moins avancés qui exportent des produits de base, les effets négatifs de l'évolution des termes de l'échange sur la croissance et la pauvreté ont été accentués par le manque de dynamisme du secteur des produits primaires.

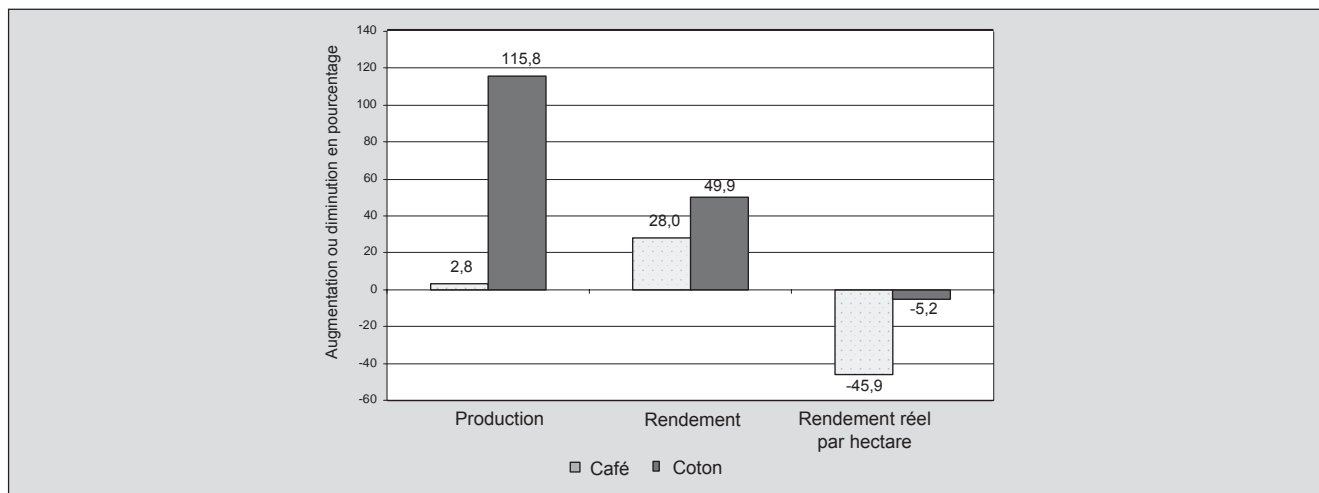
Les PMA exportateurs de produits de base se cantonnent généralement dans l'exportation d'un éventail restreint de produits primaires dont la demande mondiale ne progresse guère. La productivité y est souvent plus faible que dans d'autres pays en développement et s'améliore trop lentement pour compenser les effets négatifs de la baisse des prix des produits de base. Les PMA exportateurs de produits de base perdent des parts de marché dans certains de leurs secteurs d'exportation traditionnels et tardent à se diversifier dans des secteurs plus dynamiques et à moderniser la production de produits primaires de façon à en accroître la valeur ajoutée.

Des études effectuées au niveau des entreprises donnent à penser que d'importantes initiatives nouvelles intéressant le secteur des produits de base ont été prises dans les PMA (CCI, 2001a, 2001b). Les progrès restent néanmoins fragmentaires et, dans les quelques cas où des améliorations et des pratiques optimales ont été introduites, celles-ci n'ont pas encore donné lieu à des transformations structurelles à l'échelle de l'économie tout entière ou de tel ou tel secteur. De fait, cette dichotomie entre des foyers de réussite au niveau microéconomique et l'absence de dynamisme et de diversification de l'économie proprement dite est, dans les PMA exportateurs de produits de base, un aspect essentiel à prendre en compte sur le plan des orientations (voir le chapitre 5).

La diversification dans des produits primaires plus élaborés contribue davantage à dynamiser la croissance que des produits simples.

GRAPHIQUE 40. ÉVOLUTION DU VOLUME DE LA PRODUCTION, DU RENDEMENT DES CULTURES ET DU RENDEMENT RÉEL PAR HECTARE^a DU COTON ET DU CAFÉ DANS LES PMA, 1980–2000

(En pourcentage)



Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CNUCED (1999: tableaux 20 et 21), mises à jour selon les données FAOSTAT de la FAO pour les variations de la production et du rendement des cultures et celles de la CNUCED, *Bulletin des prix des produits de base*, pour l'estimation des variations des prix à la production.

- a Les estimations des rendements réels par hectare se fondent sur l'hypothèse selon laquelle les prix des facteurs de production et les coûts de la main-d'œuvre sont restés inchangés.

L'écart de productivité entre les PMA et les autres pays en développement ainsi que le reste du monde est examiné de façon approfondie dans l'édition de 1999 du rapport *Les pays les moins avancés*. D'après les renseignements disponibles, les rendements des cultures de sept produits agricoles d'exportation étaient, pour la période 1980-1997, en moyenne plus faibles dans les PMA que dans d'autres pays en développements dans tous les cas considérés sauf le cacao. Pour les deux principales denrées d'exportation des PMA, à savoir le café et le coton, les rendements auraient dû être de 10 % et de 59 % plus élevés, respectivement, pour atteindre le niveau de productivité moyen des autres pays en développement et de 147 % et 219 % plus élevés pour parvenir au niveau des producteurs les plus avancés (CNUCED, 1999: tableau 23).

Tout porte à croire que, pour les cultures en question, la productivité augmente dans un certain nombre de PMA. Cependant, l'accroissement de la productivité n'a en moyenne pas été suffisant pour compenser les effets de la baisse des prix des produits. Pour le café et le coton, les rendements avaient en 2000 augmenté de 28 % et 50 %, respectivement, par rapport à 1980. Mais à supposer que les prix nationaux aient suivi la même évolution que les prix mondiaux, les rendements réels par hectare en 2000 auraient été de 46 % inférieurs à ceux de 1980 pour les PMA producteurs de café et de 5 % inférieurs pour les PMA producteurs de coton (graphique 40). De tels chiffres ne donnent bien entendu qu'une idée imparfaite de la rentabilité, car il faut également tenir compte des coûts des facteurs de production et de la main-d'œuvre. Cela étant, une baisse des rendements réels pèse non seulement sur les moyens de subsistance des producteurs, mais également sur l'investissement et la productivité. Les mécanismes du marché corrigent l'excédent d'offre sur les marchés mondiaux des produits de base – cause de la faiblesse des prix de ces produits – en éliminant des producteurs marginaux tels que ceux des PMA. Les corrections de ce type opérées par le marché passent, en termes réels, soit – comme l'indiquent les manuels d'économie – par une réaffectation de la main-d'œuvre et des terres (introduction de cultures plus rentables ou exode rural), soit par un appauvrissement, une dégradation du secteur de la santé et une augmentation des taux de mortalité.

Des études effectuées au niveau des entreprises laissent entrevoir que d'importantes initiatives nouvelles intéressent le secteur des produits de base ont été prises dans les PMA. Cependant, les progrès restent fragmentaires et, dans les quelques cas où des améliorations et des pratiques optimales ont été introduites, celles-ci n'ont pas encore donné lieu à des transformations structurelles à l'échelle de l'économie ou de tel ou tel secteur.

TABLEAU 34. CROISSANCE DES IMPORTATIONS MONDIALES ET ÉVOLUTION DE LA PART DE MARCHÉ DES PRINCIPAUX PRODUITS D'EXPORTATION DES PMA, 1994-1998

Évolution de la part de marché des produits d'exportation des PMA, 1994-1998						
Augmentation			Diminution			
Produits	Type	Valeur des exportations en 1998 (millions de dollars)	Produits	Type	Valeur des exportations en 1998 (millions de dollars)	
Croissance rapide ^a	T-shirts et maillots de corps, de coton, en bonneterie	Articles manufacturés	542	Grumes, keruing, ramin, kapur, teak, jongkong, merbau, etc.	Produits primaires	219
	Pantalons et shorts de coton, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçons	Articles manufacturés	507	Uranium naturel et ses composés; mélanges renfermant de l'uranium naturel ou des composés de l'uranium naturel	Produits primaires	152
	Pull-overs, cardigans et articles similaires de fibres synthétiques ou artificielles, en bonneterie	Articles manufacturés	453			
	Tabacs bruts ou non fabriqués, partiellement ou totalement écôtés	Produits primaires	335			
	Pantalons et shorts de coton, autres qu'en bonneterie, pour femmes et fillettes	Articles manufacturés	290			
	Pull-overs, cardigans et articles similaires de coton, en bonneterie	Articles manufacturés	268			
	Anoraks et articles similaires, de matières synthétiques ou artificielles, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçons	Articles manufacturés	227			
	Chemises et chemisettes de coton, en bonneterie, pour hommes ou garçons	Articles manufacturés	162			
	Anoraks et articles similaires, de matières synthétiques ou artificielles, autres qu'en bonneterie, pour femmes ou fillettes	Articles manufacturés	158			
	Légumes à cosse secs, écosés, même décortiqués ou cassés, n.d.a.	Produits primaires	95			
	Pantalons et shorts de fibres synthétiques, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçons	Articles manufacturés	93			
	Slips et culottes de coton, en bonneterie, pour femmes ou fillettes	Articles manufacturés	83			
	Filets de poissons congelés	Produits primaires	78			
	Préparations et conserves de thons, listaos et bonites entiers ou en morceaux, à l'exclusion des poissons hachés	Produits primaires	76			
	Total	Ensemble des marchandises	3 367	Total	Ensemble des marchandises	371
	Total partiel	Articles manufacturés	2 782	Total partiel	Produits primaires	371
	Total partiel	Produits primaires	585	Total partiel	Articles manufacturés	-
	Croissance lente ^b	Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux	Produits primaires	4 988	Cathodes et sections de cathodes en cuivre sous forme brute	Produits primaires
Diamants non industriels bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés		Produits primaires	1 777	Cobalt sous forme brute, mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt, déchets, débris et poudres	Produits primaires	239
Café non torréfié, non décaféiné		Produits primaires	1 186			
Chemises et chemisettes de coton, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçons		Articles manufacturés	589			
Minerais de fer et leurs concentrés, autres que les pyrites de fer grillées, non agglomérés		Produits primaires	255			
Chapeaux et autres coiffures en bonneterie ou confectionnés à l'aide de dentelles ou d'autres produits textiles		Articles manufacturés	150			
Noix de cajou, fraîches ou sèches, même sans leurs coques ou décortiquées		Produits primaires	147			
Graines de sésame, même concassées		Produits primaires	139			
Phosphates de calcium naturels, phosphates alumino-calciques, etc., non moulus		Produits primaires	75			
Total		Ensemble des marchandises	9 306	Total	Ensemble des marchandises	608
Total partiel		Produits primaires	8 567	Total partiel	Produits primaires	608
Total partiel	Articles manufacturés	740	Total partiel	Articles manufacturés	..	
Croissance négative ^c	Coton, non cardé ni peigné	Produits primaires	925	Chemises et chemisettes, de matières synthétiques ou artificielles, autres qu'en bonneterie, pour hommes ou garçons	Articles manufacturés	219
	Crevettes congelées, même décortiquées et cuites à l'eau	Produits primaires	605	Grumes, autres que de conifères, n.d.a.	Produits primaires	205
	Minerais d'aluminium et leurs concentrés	Produits primaires	418	Tapis de laine ou de poils fins, à points noués	Articles manufacturés	158
	Pull-overs, cardigans et articles similaires, de laine ou de poils fins, en bonneterie	Articles manufacturés	88	Chemisiers et chemisettes de coton, autres qu'en bonneterie, pour femmes ou fillettes	Articles manufacturés	129
				Poulpes ou pieuvres congelés, séchés, salés ou en saumure	Produits primaires	122
				Diamants non triés, même travaillés	Produits primaires	86
	Total	Ensemble des marchandises	2 036	Total général	Ensemble des marchandises	919
Total partiel	Produits primaires	1 948	Total partiel	Produits primaires	505	
Total partiel	Articles manufacturés	88	Total partiel	Articles manufacturés	413	

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après CCI (1999).

Note: Les désignations des produits correspondent à celles du Système harmonisé de désignation et de codification des marchandises (SH), Rev. 0.

a La croissance annuelle des importations mondiales de ces produits, en pourcentage, est supérieure au taux de croissance nominale moyenne du total des importations durant la période 1994-1998 (5,75 % par an). b La croissance annuelle des importations mondiales de ces produits, en pourcentage, est inférieure au taux de croissance nominale moyenne du total des importations mondiales pour la période 1994-1998. c La croissance annuelle des importations mondiales de ces produits, en pourcentage, est négative.

TABLEAU 35. DEGRÉ DE DIVERSIFICATION DU SECTEUR DES PRODUITS DE BASE DANS LES DIFFÉRENTS GROUPES DE PMA, 1981-1983, 1987-1989 ET 1997-1999

(En pourcentage des exportations totales de produits primaires)

	PMA exportateurs de produits de base hors pétrole			Exportateurs de pétrole			PMA exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services			Ensemble des PMA		
	1981-1983	1987-1989	1997-1999	1981-1983	1987-1989	1997-1999	1981-1983	1987-1989	1997-1999	1981-1983	1987-1989	1997-1999
Produits primaires non transformés	70,9	69,4	83,9	92,7	96,2	98,0	67,1	72,5	79,6	75,5	77,4	88,9
Produits agricoles statiques	37,4	36,9	42,6	5,7	2,1	2,1	29,5	24,2	27,8	31,9	28,5	28,2
Produits agricoles dynamiques ^a	9,8	10,6	12,2	0,0	0,3	1,3	27,7	39,2	45,0	10,8	12,0	13,5
Minéraux, métaux et combustibles	23,7	21,9	29,1	86,9	93,8	94,5	9,9	9,1	6,8	32,8	36,9	47,2
Produits primaires transformés	29,1	30,6	16,1	7,3	3,8	2,0	32,9	27,5	20,4	24,5	22,6	11,1
Produits agricoles statiques	5,1	4,5	2,6	0,0	0,1	0,0	13,3	8,0	6,2	5,5	3,8	2,3
Produits agricoles dynamiques ^a	3,2	2,5	1,4	0,0	0,2	0,0	9,4	10,4	3,2	2,3	1,9	1,1
Minéraux, métaux et combustibles	20,8	23,6	12,1	7,3	3,5	1,9	10,2	9,2	10,9	16,7	16,9	7,7
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED d'après les données de la base de données COMTRADE de l'ONU.

Note : Les chiffres sont des moyennes pondérées. Pour les pays de chaque groupe, voir l'annexe du tableau 2 du chapitre 3. Les données ne sont pas disponibles pour le Cambodge, l'Érythrée, le Lesotho, la République démocratique populaire lao et le Yémen.

- a Les produits agricoles dynamiques comprennent les produits pour lesquels l'élasticité-revenu de la demande est supérieure à l'unité et nettement plus élevée que celle de produits agricoles traditionnels. Ce groupe comprend la viande et les produits carnés, le poisson et les produits dérivés, les fruits, les légumes, les fruits à coque comestibles, les épices et les huiles végétales. Pour un examen complémentaire de cette classification des produits, voir Wood et Mayer (1998).

Outre leur faible productivité, les produits de base traditionnellement exportés par les PMA sont concentrés dans des secteurs qui se caractérisent par une faible croissance, voire par une diminution de la demande mondiale, et où, dans certains cas, les PMA perdent en fait des parts de marché. Selon des estimations, la part des PMA dans les exportations mondiales de produits de base est passée de 4,7 % en 1970-1972 à 1 % en 1998-1999 (Megzari, 2001). Si les PMA avaient pu conserver la part de marché qu'ils détenaient durant la période 1970-1972 (et à supposer que les prix ne s'en soient pas ressentis), leurs recettes d'exportation auraient été, en moyenne, de 24,9 milliards de dollars supérieures à ce qu'elles ont été dans la période 1998-1999. Cela leur aurait permis de doubler leurs exportations. En termes de parts de marché, les déperditions se sont produites dans le secteur des denrées alimentaires et des boissons ainsi que dans celui des matières premières agricoles, la part des PMA dans ces secteurs passant entre 1970-1972 et 1998-1999 de 3 % à 0,9 % et de 5 % à 1,3 %, respectivement. Cependant, la perte est particulièrement prononcée dans le secteur des minéraux et métaux, où la part des PMA a été ramenée de 8,6 % à 1 % du marché mondial.

Le tableau 34 montre de façon plus détaillée quelle était la situation selon les produits au milieu des années 90, durant une période relativement favorable en matière d'exportations. Il apparaît clairement que les principaux produits dans lesquels les PMA ont élargi leur part de marché au niveau mondial sont les vêtements et les textiles. Les quatre seuls produits primaires dans lesquels ils élargissent leur part de marché à l'exportation et dont la demande mondiale s'accroît plus rapidement que la moyenne sont le tabac, les légumes à cosse, les filets de poisson et le thon. Ainsi qu'il ressort du tableau, sur un total de 16,6 milliards de dollars de produits primaires autres que les combustibles exportés par les PMA en 1998, 3,4 milliards seulement (20 %) correspondent à des produits dont les importations mondiales ont augmenté durant la période 1994-1998 à un rythme supérieur à la moyenne et pour lesquels les PMA ont élargi leur part de

En 1998, 20 % seulement des exportations totales de produits primaires autres que les combustibles provenant des PMA correspondaient à des produits dont les importations mondiales avaient augmenté au cours de la période 1994-1998 à un rythme supérieur à la moyenne et dans lesquels les PMA gagnaient des parts de marché.

La part des produits transformés dans les exportations totales des PMA est passée de 21 % à 8 % entre 1981-1983 et 1997-1999. Sur le plan de la transformation locale, au lieu de progresser le long de la chaîne de la plus-value, les PMA semblent ainsi régresser.

Le lien entre pauvreté et dépendance à l'égard des produits primaires s'explique non seulement par des mécanismes commerciaux proprement dits, mais aussi par la façon dont la croissance et la composition du commerce influent sur l'endettement extérieur, et la façon dont l'endettement extérieur à son tour influe sur l'accès au financement extérieur privé et sur l'efficacité de l'aide.

marché. Dans les exportations de produits agricoles, des gains de part de marché sont réalisés pour divers articles, mais dans des secteurs du marché mondial peu dynamiques ou en perte de vitesse. Dans le secteur des minéraux, minerais et métaux, les résultats sont plus variables, mais là encore la production se concentre sur des produits dont les importations n'ont guère augmenté au niveau mondial ou ont diminué. Cette analyse permet donc de constater que le problème auquel le développement des exportations se heurte dans les PMA ne se résume pas à la question de la compétitivité des secteurs traditionnels. Le problème tient à présent essentiellement à la non-diversification dans des secteurs plus dynamiques.

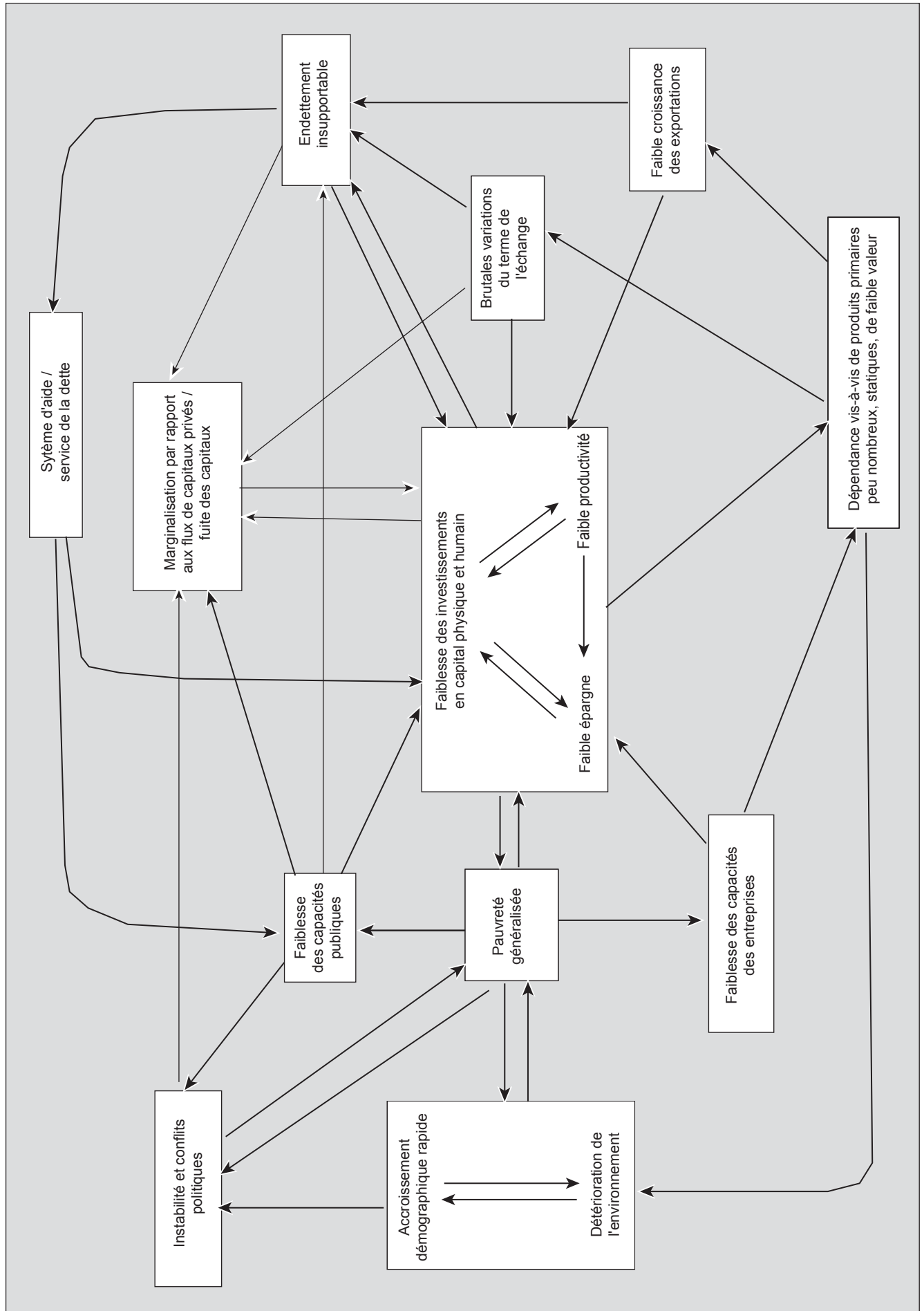
Une comparaison entre les PMA exportateurs de produits de base autres que les combustibles et ceux qui se sont diversifiés dans les articles manufacturés ou les services montre que même les exportations de produits primaires de ce dernier groupe sont plus dynamiques que celles du premier. Ainsi qu'il ressort du tableau 35, les produits agricoles non transformés « statiques » constituaient 37 % des exportations de produits primaires des exportateurs de produits de base hors pétrole en 1981-1983 et 43 % en 1997-1999. La part des produits primaires agricoles « dynamiques », transformés ou non, dans le total des exportations de produits primaires n'a guère progressé durant cette période, passant de 13 % à 14 % seulement. Dans le cas des exportateurs d'articles manufacturés ou de services, la part des produits agricoles « dynamiques » dans les exportations de produits de base est nettement plus grande – même si celles-ci sont dans l'ensemble bien moins importantes – et a même augmenté entre 1981-1983 et 1997-1999, passant de 37 % à 48 % dans les exportations totales de produits primaires de ces pays.

Les PMA exportateurs de produits de base n'ont pas réussi non plus à créer plus de valeur ajoutée grâce à l'amélioration de la qualité, à la différenciation des produits et à leur transformation locale. Concernant les divers aspects de ce processus de valorisation, il est difficile de dégager des tendances. Cependant, les renseignements disponibles sur différents pays donnent à penser que, dans certains PMA, un des effets secondaires de la libéralisation du marché agricole a été une baisse de la qualité (Gibbon, 2001). De plus, tout porte à croire que les activités de transformation des produits de base dans les PMA ont chuté au cours des 20 dernières années (voir le tableau 27, chap. 3). De fait, la part des produits de base transformés dans leurs exportations totales est passée de 21 % à 8 % entre 1981-1983 et 1997-1999. Ainsi, sur le plan de la transformation locale, au lieu de progresser le long de la chaîne de la plus-value, les PMA semblent au contraire régresser. Cette évolution s'est produite tant dans les PMA exportateurs de produits de base que dans ceux qui exportent des articles manufacturés et des services. La tendance est particulièrement nette dans les PMA qui exportent des minéraux.

C. Éléments de l'engrenage international de la pauvreté

Le lien entre pauvreté et dépendance à l'égard des produits primaires s'explique non seulement par des mécanismes commerciaux proprement dits, mais aussi par la façon dont la croissance et la composition du commerce influent sur l'endettement extérieur, et la façon dont l'endettement extérieur à son tour influe sur l'accès au financement extérieur privé et sur l'efficacité de l'aide. Les pays les moins avancés où la pauvreté est la plus grande ne sont pas simplement des exportateurs d'un très petit nombre de produits primaires à faible

GRAPHIQUE 41. L'ENGRENAGE INTERNATIONAL DE LA PAUVRETÉ DANS LE CAS DES PMA DÉPENDANT DE PRODUITS DE BASE



productivité, faible compétitivité et faible valeur ajoutée; ils ont aussi tendance à être accablés d'un endettement extérieur insupportable et à être tributaires d'un système d'aide et de service de la dette dans lequel les donateurs, qui sont aussi les principaux créanciers, distribuent l'aide, de façon parfois explicite, mais le plus souvent implicite, de telle sorte que cette aide assure le service de la dette. Cette configuration de relations financières et commerciales extérieures découle d'une situation de pauvreté généralisée, et en même temps renforce les cercles vicieux intérieurs qui assurent la persistance de cette pauvreté généralisée. C'est cette interdépendance des relations intérieures et extérieures de cause à effet, ainsi que l'interdépendance du commerce et du financement, qui créent un engrenage international de la pauvreté.

Les principaux éléments de cet engrenage international de la pauvreté sont résumés dans le graphique 41. Dans la partie gauche du diagramme figurent les principaux éléments intérieurs ou locaux, examinés dans le précédent chapitre, qui font que la pauvreté généralisée fait obstacle à la croissance économique; dans la partie droite sont présentées les relations commerciales et financières extérieures qui interagissent avec ces cycles intérieurs de stagnation et s'y associent pour provoquer la persistance de cette pauvreté généralisée. Les éléments autour desquels s'articule cet ensemble complexe de relations extérieures et intérieures interdépendantes sont une faible productivité, de faibles investissements en capital physique et humain, et une faible épargne.

Cinq grandes interactions constituent les aspects intérieurs du piège de la pauvreté. Premièrement, les ressources intérieures disponibles pour financer les investissements en capital physique et humain et l'accroissement de la productivité sont faibles en raison de la pauvreté généralisée. Deuxièmement, les capacités publiques sont faibles, car toutes les activités, y compris l'administration et l'ordre public, ne sont pas suffisamment financées. Troisièmement, les capacités des entreprises – commerce, financement, services d'appui – sont faibles, même s'il existe un secteur informel dynamique. Quatrièmement, la pauvreté généralisée engendre un accroissement démographique et une détérioration de l'environnement rapides. Cinquièmement, dans une situation de pauvreté généralisée, les risques d'instabilité et de conflits politiques sont plus grands. Une faible productivité, un accroissement démographique rapide, la détérioration de l'environnement, l'instabilité et les conflits politiques, la faiblesse des capacités publiques ainsi que des capacités des entreprises sont autant de facteurs qui contribuent, directement et indirectement, à renforcer la pauvreté généralisée, et celle-ci, à son tour, fait que l'épargne, l'investissement et la productivité restent faibles.

Trois grandes interactions constituent les aspects internationaux du piège de la pauvreté, qui sont la nature de la dépendance à l'égard des produits de base, un endettement extérieur insupportable et l'existence d'un système associant aide et service de la dette. Ces trois éléments, interdépendants, ont chacun diverses relations de cause à effet avec la situation de pauvreté généralisée et de faiblesse de l'épargne, de l'investissement et de la productivité.

1. FORME DE LA DÉPENDANCE À L'ÉGARD DES PRODUITS PRIMAIRES

Lorsque la pauvreté est généralisée, elle influe non seulement sur la croissance économique, mais aussi sur la forme d'intégration commerciale du pays dans l'économie mondiale. La structure des exportations des PMA exportateurs de produits primaires a le plus souvent été mise en place au cours de la période coloniale. Ces pays continuent d'être tributaires de l'exportation d'un éventail restreint de produits primaires non dynamiques et à faible valeur ajoutée,

Lorsque la pauvreté est généralisée, elle influe non seulement sur la croissance économique, mais aussi sur la forme d'intégration commerciale du pays dans l'économie mondiale.

en raison de la faiblesse des investissements en capital physique et humain, ainsi que des capacités des entreprises. C'est cette forme particulière de dépendance à l'égard des produits primaires qui fait obstacle à la croissance économique et à la réduction de la pauvreté.

L'expérience de quelques pays en développement où les exportations de produits primaires ont été un élément à part entière de la croissance économique et d'un développement soutenu (voir Banque mondiale, 1996, chap. 4; Reinhardt, 2000) montre à l'évidence que c'est davantage la nature de la dépendance à l'égard des produits primaires que cette dépendance en elle-même qui importe. Ce qui distingue ces pays des autres est qu'ils ont su développer des secteurs très productifs et gagner des parts de marché. Ils se sont également diversifiés dans l'exportation de produits de base non traditionnels bénéficiant d'une croissance plus rapide de la demande mondiale, et ils ont modernisé leur production de façon à s'approprier une plus grande part de la valeur ajoutée. Il en a résulté une accélération de la croissance des exportations, et les pays ont maintenu la dynamique de développement reposant sur l'amélioration de la productivité, la modernisation et la diversification en faisant progressivement évoluer cette diversification du secteur des produits de base vers le secteur manufacturier ou le secteur des services.

Les PMA exportateurs de produits de base se caractérisent en revanche par un secteur de produits primaires à faible productivité, à faible valeur ajoutée et à faible compétitivité, qui se limite généralement à un éventail restreint de produits destinés à des marchés internationaux en perte de vitesse ou peu dynamiques. Comme on l'a vu plus haut, cette forme de dépendance à l'égard des produits primaires est associée à une faible croissance des exportations, en raison de la baisse continue des prix réels des produits de base, de la perte de parts de marché et d'une concentration des exportations sur des produits se caractérisant par une faible croissance de la demande mondiale. Mais de faibles taux de croissance des exportations, associés à une détérioration des termes de l'échange, contribuent à leur tour à la faiblesse de la productivité, de l'investissement et de l'épargne, et impliquent en outre que la plupart des pays exportateurs de produits de base autres que des combustibles sont confrontés à des pénuries de devises. Le volume des importations reste modeste, et les bas niveaux d'importation de technologies ainsi que l'absence d'importations complémentaires se traduisent par un faible niveau d'investissement, une moindre efficacité de l'utilisation des ressources et des processus de production dépassés.

Dans une situation de baisse continue des prix mondiaux réels des produits de base, il est difficile d'attirer des investissements dans ce secteur de produits, à moins que les pouvoirs publics n'offrent des incitations spéciales. S'ils le peuvent, les petits producteurs réagissent à la baisse des prix à la production des exportations de produits primaires en se reconvertissant à la production de denrées alimentaires pour le marché intérieur. La détérioration des prix des produits primaires peut ainsi entraîner une baisse des parts de marché, qui aura des effets cumulatifs sur l'économie nationale.

2. UN ENDETTEMENT EXTÉRIEUR INSUPPORTABLE

La faible productivité des investissements, la croissance atone des exportations et d'amples fluctuations des termes de l'échange, conjuguées à la faiblesse des capacités publiques (y compris la corruption), sont autant de causes essentielles de l'accumulation d'une dette extérieure insupportable. Le tableau 36 regroupe

Ce qui explique le succès de certains pays exportateurs de produits de base est que ces pays ont su développer des secteurs très productifs et gagner des parts de marché.

Ils se sont également diversifiés dans l'exportation de produits de base non traditionnels bénéficiant d'une croissance plus rapide de la demande mondiale, et ils ont modernisé leur production de façon à s'approprier une plus grande part de la valeur ajoutée.

Les PMA exportateurs de produits de base se caractérisent en revanche par un secteur de produits primaires à faible productivité, à faible valeur ajoutée et à faible compétitivité, qui se limite généralement à un éventail restreint de produits destinés à des marchés internationaux en perte de vitesse ou peu dynamiques.

les PMA en fonction de la structure de leurs exportations et de la viabilité de leur endettement extérieur à la fin des années 90 d'après le critère international de l'Initiative PPTE. Si pour les exportateurs d'articles manufacturés et de services, la situation est relativement variable, on observe, pour les PMA exportateurs de produits de base, une remarquable corrélation entre la structure des exportations et un endettement extérieur insupportable: 85 % des PMA dépendant de produits primaires hors pétrole affichent un tel endettement, les seules exceptions étant le Bhoutan, l'Érythrée, les Îles Salomon et l'Ouganda.

L'étroite relation que l'on observe entre une structure d'exportation axée sur des produits primaires hors pétrole et un endettement extérieur insupportable montre que le problème de la dette des PMA exportateurs de produits primaires hors pétrole est un problème davantage systémique que national. Cela ne veut pas dire pour autant qu'une mauvaise gestion intérieure n'a pas joué un rôle dans l'accumulation des dettes. Diverses études montrent que tel a été le cas, et aussi que la mauvaise gestion intérieure a été renforcée par divers éléments, dont une politique à courte vue des donateurs, s'agissant en particulier des crédits à l'exportation accordés à la fin des années 70 et dans les années 80, de médiocres prévisions, et un certain manque de clairvoyance quant à l'ampleur et aux dimensions du problème de la dette. Toutefois, la probabilité extrêmement élevée que tout PMA exportateur de produits primaires présente également un endettement extérieur insupportable donne à penser qu'il existe des causes et des éléments communs⁷.

La probabilité est extrêmement élevée que tout PMA exportateur de produits primaires présente aussi un endettement extérieur insupportable.

Le problème de la dette des PMA exportateurs de produits primaires a plusieurs causes: faible niveau de mobilisation de ressources intérieures, faibles taux de rendement de l'investissement, vulnérabilité aux chocs extérieurs et faible croissance des exportations. Une condition essentielle pour que l'endettement soit viable est que le taux de croissance des exportations soit supérieur au taux d'intérêt sur l'encours de la dette. Comme nous l'avons vu, ce qui distingue les PMA exportateurs de produits primaires des autres pays est un taux beaucoup plus faible de croissance des exportations. Il en résulte que ces pays ont une forte propension à éprouver des problèmes d'endettement et aussi à retomber dans une même situation d'endettement après avoir bénéficié d'un allègement de la dette. La récession des prix des produits de base au début des années 80 est une cause fondamentale de l'endettement de nombreux PMA, et les brutales variations des termes de l'échange associées aux mouvements des prix des produits primaires peuvent à tout moment replonger des pays pauvres dans un endettement insupportable.

Dès qu'un pays atteint un niveau d'endettement extérieur insupportable, il en découle un certain nombre d'aspects négatifs qui contribuent à renforcer l'engrenage de la pauvreté généralisée. Premièrement, une très grande partie de la dette étant due par le Gouvernement plutôt que par le secteur privé, le service de la dette réduit les ressources disponibles pour les investissements publics en capital physique et humain. Deuxièmement, le surendettement décourage l'investissement privé, notamment parce qu'il est facteur d'incertitudes. Les taux d'intérêt intérieurs peuvent aussi être extrêmement élevés. Troisièmement, le service de la dette accentue les difficultés en matière de devises. Conjugés, tous ces effets sont fortement préjudiciables aux perspectives de croissance dans les pays pauvres. Il est très difficile d'instaurer la dynamique investissements-exportations qui est à la base d'une croissance économique soutenue. Au contraire, les pays doivent exporter à seule fin de rembourser leurs dettes, le retour à la viabilité extérieure restant une perpétuelle aspiration du fait que les conditions préalables à sa réalisation, à savoir un accroissement des capacités de production et de la productivité, ne sont jamais remplies.

TABLEAU 36. VIABILITÉ DE L'ENDETTEMENT EXTÉRIEUR DANS LES PMA, REGROUPÉS EN FONCTION DE LA STRUCTURE DE LEURS EXPORTATIONS, 1998-2000

(Valeur actuelle de la dette par rapport aux exportations, en pourcentage)

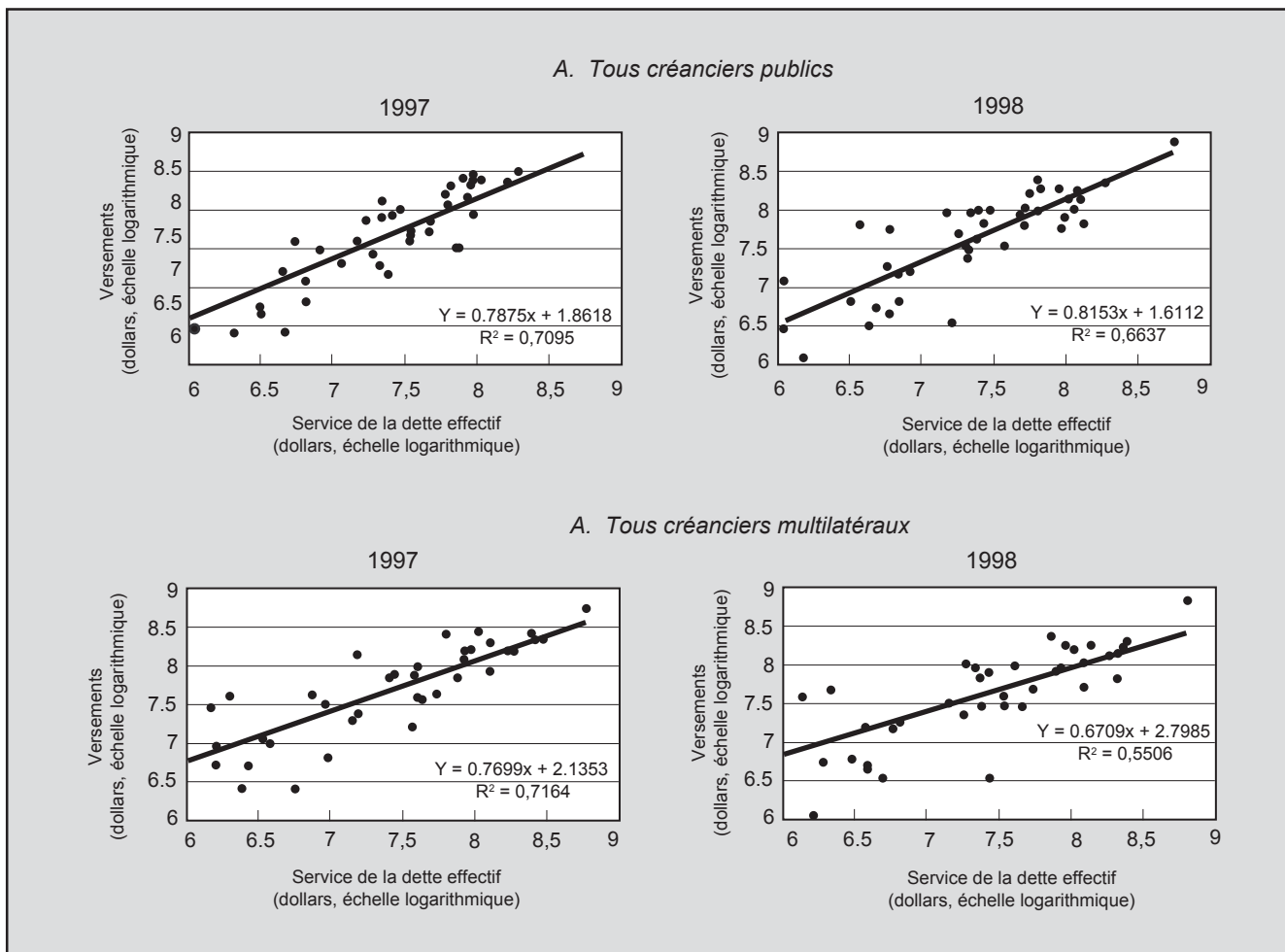
Endettement viable ^a	Endettement non viable ^a
Exportateurs de produits primaires hors pétrole	
Bhoutan (111) Érythrée (75) Îles salomon (53) Ouganda (138)	Bénin (253) Burkina Faso (210) Burundi (985) Ethiopia (343) Guinée (286) Guinée-Bissau (1321) Malawi (314) Mali (209) Mauritanie (319) Niger (345) République centrafricaine (356) République démocratique du Congo (797) République-Unie de Tanzanie (395) Rwanda (628) Sao Tomé-et-Principe (1307) Sierra Leone (800) Soudan (1319) ^b Tchad (222) Togo (199) Zambie (537)
Exportateurs de pétrole	
Guinée équatoriale (13) Yémen (99)	Angola (170)
Exportateurs d'articles manufacturés et/ou de services	
Bangladesh (120) Cap-Vert (128) Djibouti (71) Haïti (132) Lesotho (91) Maldives (32) Népal (113) Samoa (115) Vanuatu (20)	Cambodge (158) Comores (296) Gambie (217) Madagascar (333) Mozambique (187) Myanmar (248) République démocratique populaire lao (243) Sénégal (151)

Source: Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Global Development Finance*, 2002.

- a Un endettement est considéré comme viable lorsque la valeur actuelle nette de la dette par rapport aux exportations est inférieure à 150 %; au-delà de 150 %, l'endettement est considéré non viable. Le ratio est calculé d'après la valeur actuelle nette de la dette pour l'année 2000 et les exportations annuelles moyennes de biens et services pour la période 1998-2000. Les données ne sont pas disponibles pour l'Afghanistan, Kiribati, le Libéria, la Somalie et Tuvalu.
- b Le Soudan a commencé d'exporter d'importantes quantités de pétrole en 1999.

La probabilité d'une telle situation est d'autant plus grande qu'un endettement extérieur insupportable a aussi pour effet de peser sur le volume, la composition et l'efficacité du financement extérieur. Un endettement extérieur élevé décourage les apports de capitaux privés, car il contribue à une perception générale du risque qui fait fuir les prêteurs et les investisseurs. Même si des pays lourdement endettés reçoivent encore des IED, ils sont en fait désormais tenus à l'écart des marchés financiers internationaux. Une importante conséquence en est qu'il leur est difficile d'avoir accès à des prêts à court terme pour atténuer les effets des chocs extérieurs et des aléas climatiques.

GRAPHIQUE 42. VERSEMENTS PUBLICS BRUTS ET PAIEMENTS AU TITRE DU SERVICE DE LA DETTE – PMA, 1997 ET 1998: TOUS CRÉANCIERS PUBLICS^a ET CRÉANCIERS MULTILATÉRAUX^a



Source : CNUCED (2000b, graphique 42).

a Sauf FMI.

3. LE SYSTÈME DE L'AIDE ET DU SERVICE DE LA DETTE

Un endettement extérieur insupportable est également préjudiciable à l'efficacité de l'aide. Ce n'est que récemment qu'une certaine attention a été accordée aux liens entre aide et dette extérieure (Sachs et divers collaborateurs, 1999; Kanbur, 2000; Birdsall, Claessens et Diwan, 2001). Mais il est désormais tout à fait évident que l'accumulation de dettes extérieures a influencé le comportement des donateurs. Les donateurs publics, qui sont aussi les principaux créanciers, ont fourni une aide surtout destinée à garantir le service de la dette publique.

Un endettement extérieur insupportable est également préjudiciable à l'efficacité de l'aide.

Dans le cas des PMA, cela est illustré par le fait que tout au long des années 90, les versements bruts d'aide ont été fortement corollés aux paiements au titre du service de la dette (graphique 42). S'intéressant plus particulièrement à l'Afrique, Birdsall, Claessens et Diwan (2001) ont réalisé une rigoureuse analyse économétrique pour comparer, selon le niveau d'endettement, la corrélation entre les transferts nets et le PIB par habitant (en tant qu'indicateur subjectif de la pauvreté), la qualité de la politique générale et l'endettement extérieur au cours des périodes 1977-1987 et 1988-1998. Ils ont constaté que les donateurs avaient été beaucoup plus sensibles à la qualité de la politique intérieure et au niveau du PIB par habitant dans les situations de faible endettement et que dans les

situations de fort endettement, cette « sensibilité » avait totalement disparu dans la période 1988-1998. Dans les pays à fort endettement multilatéral, tout accroissement du service de la dette était compensé par un accroissement équivalent des versements d'aide. Dans une autre étude, portant sur 18 pays d'Afrique subsaharienne, il a été estimé que 31 cents de chaque dollar supplémentaire de don et de prêt à des conditions de faveur étaient utilisés pour financer le remboursement du principal d'un emprunt extérieur, et que jusqu'à 50 cents de chaque dollar supplémentaire de don étaient utilisés aux mêmes fins (Devarajan, Rajkumar et Swaroop, 1999).

Les raisons de cette interdépendance étroite entre dette et aide sont diverses: mobilisation de ressources à l'appui des réformes économiques dans les pays confrontés à des problèmes d'endettement; « prêts défensifs » c'est-à-dire aide apportée par des créanciers publics aux pays débiteurs pour garantir la continuité du remboursement de prêts antérieurs; et « prêts forcés », qui peuvent s'expliquer par la volonté d'éviter des arriérés embarrassant, ainsi que le risque croissant d'un échec avéré du développement (Birdsall, Claessens et Diwan, 2001). Le résultat en est ce qui a été décrit comme « un jeu complexe de tours de passe-passe où le service d'une dette de grande ampleur est très imparfaitement compensé par des différés de remboursement, des arriérés, de nouveaux prêts et des dons de gouvernements donateurs » (Sachs et divers collaborateurs, 1999, p. 5), c'est-à-dire un processus dans lequel « les gouvernements créanciers reprennent d'une main ce qu'ils ont donné de l'autre » (Killick et Stevens, 1997, p. 165).

Ce « jeu de la dette » renforce le cycle de stagnation économique, de pauvreté généralisée, de faible croissance des exportations et d'endettement extérieur. Il diminue l'impact sur le développement de l'aide, car il réduit le niveau de l'aide disponible pour le développement. Il nuit également à la qualité de l'aide. Du point de vue des donateurs, il réduit la capacité de concentrer des ressources sur des pays très pauvres et pratiquant de bonnes politiques (Birdsall, Claessens et Diwan, 2001). Du point de vue des pays débiteurs, la situation est d'autant plus grave qu'ils deviennent plus dépendants de l'aide, en ce sens que des apports bruts plus élevés sont nécessaires pour garantir un certain niveau positif de transferts nets. En Afrique, par exemple, au-delà de l'apparence de transferts nets importants et relativement réguliers, on a observé une forte augmentation à la fois des apports bruts, de plus en plus sous la forme de dons, et des paiements au titre du service de la dette. Les dons concernant principalement la réalisation de projets, davantage qu'un soutien budgétaire, les gouvernements se voient proposer beaucoup de projets, mais manquent de ressources financières. Dans ces conditions, ils n'ont guère de maîtrise de leur propre développement, et la formation de capital dépend en fait des créanciers-donateurs.

En résumé, les relations commerciales et financières extérieures de la plupart des PMA exportateurs de produits de base se caractérisent par un niveau élevé de dépendance à l'égard d'un étroit éventail d'exportations de produits primaires peu productifs, sans dynamisme et à faible valeur ajoutée, par un endettement extérieur insupportable et par un système liant l'aide au service de la dette. Ces pays dépendent à la fois des produits de base, d'un allègement de leur dette et de l'aide. Chaque élément de cet ensemble complexe de relations commerciales et financières extérieures renforce les autres éléments. Ces relations extérieures sont elles-mêmes renforcées par les effets de la pauvreté généralisée, et elles contribuent à leur tour à la structure de relations intérieures qui fait que la pauvreté généralisée est persistante.

Les raisons de cette interdépendance étroite entre dette et aide sont diverses.

Les PMA exportateurs d'articles manufacturés ont également tendance à n'exporter qu'un éventail très restreint de produits à faible intensité de compétences, généralement des vêtements et des accessoires pour vêtements, dont la production est relativement détachée de l'économie locale.

Ce « jeu de la dette » renforce le cycle de stagnation économique, de pauvreté généralisée, de faible croissance des exportations et d'endettement extérieur. Il diminue l'impact sur le développement de l'aide, car il réduit le niveau de l'aide disponible pour le développement. Il nuit également à la qualité de l'aide.

D. La nouvelle vulnérabilité des PMA exportateurs d'articles manufacturés et de services

Bien que les PMA qui se sont diversifiés dans l'exportation d'articles manufacturés et de services obtiennent de meilleurs résultats en moyenne que les PMA exportateurs de produits primaires, les niveaux de pauvreté y restent inacceptables au regard des normes mondiales.

Bien que les PMA qui se sont diversifiés dans l'exportation d'articles manufacturés et de services obtiennent de meilleurs résultats en moyenne que les PMA exportateurs de produits primaires, les niveaux de pauvreté y restent inacceptables au regard des normes mondiales. Comme on l'a vu dans le dernier chapitre, le niveau de pauvreté continue même d'augmenter dans certains pays. De plus, le profil de croissance de ces pays reste fragile. Le taux de croissance de la valeur ajoutée locale de la production d'articles manufacturés pour l'exportation est bien inférieur au taux de croissance des exportations d'articles manufacturés, car la production est généralement fortement dépendante de facteurs importés (CNUCED, 2002). De plus, il est évident que certains liens qu'il peut y avoir entre le commerce international des produits primaires et la pauvreté valent également pour le commerce international des articles manufacturés et des services.

Comme les PMA exportateurs de produits primaires, les PMA exportateurs d'articles manufacturés ont souffert ces dernières années de la baisse de leurs termes de l'échange. Le risque qu'une expansion simultanée des exportations d'articles manufacturés à forte intensité de main-d'œuvre des pays en développement, alors même que les pays industrialisés continuent de protéger leurs propres marchés et de fabriquer des produits à faible intensité de qualifications, ne réduise les bienfaits escomptés de l'exportation d'articles manufacturés, est étudié de façon approfondie dans le *Rapport sur le commerce et le développement*, 2002 de la CNUCED. La seule étude qui porte sur les tendances des termes de l'échange des articles manufacturés pour les PMA indique une forte détérioration de ces termes de l'échange (Maizels et divers collaborateurs, 1998).

Les PMA exportateurs d'articles manufacturés ont également tendance à n'exporter qu'un éventail très restreint de produits à faible intensité de compétences, généralement des vêtements et des accessoires pour vêtements, dont la production est relativement détachée de l'économie locale. Au Bangladesh, où une diminution impressionnante et soutenue de la pauvreté a été obtenue grâce à une diversification, hors du secteur des produits de base, dans le secteur des articles manufacturés, plus de 85 % des exportations étaient constituées de vêtements et d'accessoires pour vêtements en 1997-1999. Dans tous les PMA exportateurs d'articles manufacturés, les activités à faible intensité de compétences sont primordiales (voir le tableau 26 du chapitre 3) et la concurrence se fait principalement sur les coûts. Il est particulièrement inquiétant de constater que les importations de machines et de matériel, qui sont un important instrument de transfert de technologie, sont en général aussi faibles que dans les PMA exportateurs de produits de base. Comme le montre le tableau 37, ces importations ont été inférieures à 2 % du PIB entre 1996-1998 au Bangladesh, en Haïti, au Myanmar et au Népal, et se sont établies à des niveaux de plus de moitié inférieurs à ceux d'autres pays en développement.

Tout cela implique que les PMA exportateurs d'articles manufacturés sont très vulnérables à la concurrence d'autres producteurs à faibles coûts. Pour ce qui est des exportations de textiles et de vêtements, qui étaient jusque-là fortement réglementées par l'Arrangement multifibres (AMF), la concurrence sur les coûts ne pourra que s'intensifier après la fin de cet accord. Les PMA avaient pu accroître leurs exportations de textiles et de vêtements sur les marchés de pays industrialisés dans le cadre de contingents régis par l'AMF. Au cours des négociations du Cycle d'Uruguay (1994), il a été décidé d'éliminer progressivement ces restrictions d'ici 2005, parallèlement à une réduction des

TABLEAU 37. IMPORTATIONS DE MACHINES ET DE MATÉRIEL, EN POURCENTAGE DU PIB^a
(En pourcentage)

	1981-1983	1987-1989	1996-1998
Bangladesh	3,35	1,17	1,55
Haïti	12,69	2,58	1,84
Madagascar	5,91	2,56	2,06
Myanmar	10,54	0,98	0,31
Népal	3,21	1,69	1,75
PMA	6,95	2,09	1,23
Autres pays en développement	8,46	3,05	3,80
Autres pays à faible revenu	5,76	1,93	2,60

Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Mayer (2001).

a Pour 35 PMA et 56 autres pays en développement pour lesquels des données sont disponibles.

obstacles non tarifaires. L'Accord de l'OMC sur les textiles et les vêtements prévoit que le commerce dans ce secteur devrait être complètement exempt de restrictions quantitatives et être régi par les règles normales du GATT. Après l'élimination de l'AMF en 2005, l'industrie des textiles et de l'habillement dans les PMA sera confrontée à une concurrence beaucoup plus rude, ainsi qu'à des exigences de qualité beaucoup plus fortes.

La concurrence des producteurs chinois, qui détiennent actuellement plus de 20 % du marché mondial, ne peut qu'inquiéter les producteurs des PMA, d'autant plus que s'ajoutent à cela des crêtes tarifaires persistantes dans les pays industrialisés. Les restrictions quantitatives appliquées aux textiles disparaîtront le 31 décembre 2004, mais un mécanisme de sauvegarde permettra, jusqu'à la fin de 2008, aux États membres de l'OMC de prendre des mesures pour limiter les importations en cas de désorganisation du marché. À moins que les exportateurs d'articles manufacturés des PMA ne puissent rapidement développer et améliorer leurs propres capacités de production pour leur marché intérieur, moderniser leurs capacités productives et acquérir de nouvelles compétences dans le secteur des textiles et dans d'autres activités économiques viables (voir Mortimore, 1999), les récents progrès obtenus en matière de réduction de la pauvreté risquent bien d'être annulés.

La question de la durabilité des tendances récentes se pose différemment pour les PMA exportateurs de services. Dans le cas du tourisme, qui est la principale exportation de services de ces pays, la viabilité de l'activité dépend fondamentalement de la qualité des ressources naturelles. Les destinations sont éloignées, et elles sont donc sensibles aux hausses de coût de l'industrie des transports aériens. De plus, les recettes touristiques sont particulièrement vulnérables aux fluctuations de la demande et aux changements de mode. Les récents revers de fortune de certains PMA insulaires témoignent de la fragilité des progrès obtenus par ces pays.

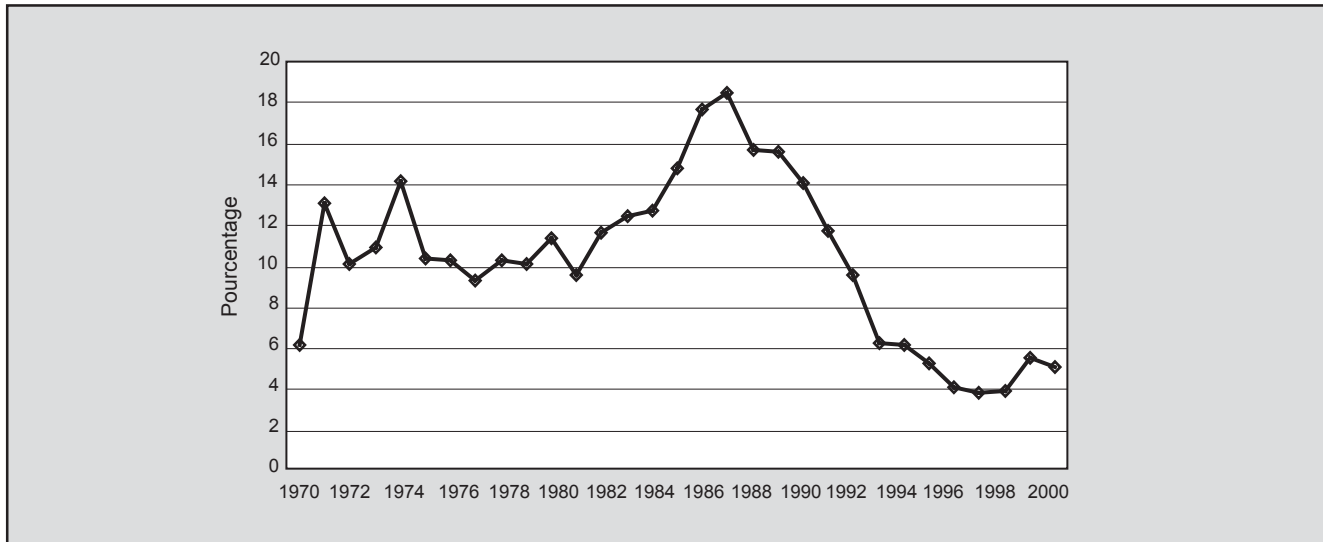
Il faut se demander si la mondialisation sous sa forme actuelle resserre le piège de la pauvreté et accroît aussi la vulnérabilité des pays qui semblent sortir de ce piège.

E. La mondialisation resserre-t-elle le piège international de la pauvreté?

Il faut se demander si la mondialisation sous sa forme actuelle resserre le piège de la pauvreté et accroît aussi la vulnérabilité des pays qui semblent sortir de ce piège. C'est une question complexe qui devra faire l'objet de travaux de recherche. Il s'agira avant tout de déterminer de quelle façon la mondialisation

GRAPHIQUE 43. PART DES PMA DANS LES FLUX FINANCIERS NETS À LONG TERME VERS L'ENSEMBLE DES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1970-2000

(En pourcentage)



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Banque mondiale, *Global Development Finance 2002*, données en ligne.

Quatre modalités des relations économiques internationales peuvent aider les PMA à échapper à l'engrenage de la pauvreté, qui sont l'accès à l'épargne extérieure, le commerce international, l'accès aux technologies modernes disponibles et les migrations internationales.

peut soit resserrer, soit desserrer le piège de la pauvreté, et de décrire la nature des relations en cause. La mondialisation sera considérée comme l'accroissement des flux internationaux de biens et de ressources et la mise en place d'un ensemble complémentaire de modes d'organisation et de structures institutionnelles destinés à assurer la gestion du réseau correspondant d'activités et de transactions économiques internationales. Ce n'est que dans le prochain chapitre que l'on tentera de répondre à la question de savoir quelle est la meilleure politique nationale à appliquer pour exploiter les effets positifs potentiels de la mondialisation et en atténuer le plus possible les effets négatifs potentiels, y compris la façon dont l'intégration doit être gérée et le rôle que doit jouer la libéralisation économique.

1. Forces pouvant contribuer à desserrer le piège

Quatre modalités des relations économiques internationales peuvent aider les PMA à échapper à l'engrenage de la pauvreté.

Premièrement, un accès élargi à l'épargne extérieure, associé à un accroissement des flux internationaux de capitaux, offre la possibilité aux pays pauvres d'échapper au cercle vicieux de la faiblesse des revenus, de l'épargne intérieure et de l'investissement. Étant donné le manque de ressources que suppose une pauvreté extrême généralisée, une injection de ressources extérieures a presque toujours été nécessaire pour provoquer un décollage. De plus, lorsque la croissance s'amorce et est soutenue, l'épargne extérieure permet une croissance plus rapide de la consommation privée sans les mesures d'austérité qui seraient nécessaires si cette croissance était entièrement financée par l'épargne intérieure.

Deuxièmement, la pauvreté généralisée implique que la demande nationale est extrêmement limitée et que les marchés nationaux ont tendance à manquer de dynamisme et à être segmentés en fonction de la nécessité d'assurer la survie des individus. L'exportation vers des marchés internationaux permet de mobiliser de façon productive des ressources foncières et des ressources en main-d'œuvre jusque-là sous-utilisées en raison de la faiblesse de la demande intérieure; elle permet aussi aux producteurs locaux dans les PMA de sortir du cadre exigu du

marché national et d'amplifier l'échelle de leurs activités pour atteindre des taux de croissance bien supérieurs à ceux qui correspondraient à la demande intérieure. Une plus grande participation des pays au commerce international devrait aussi accroître l'efficacité de l'économie à travers la spécialisation et l'approfondissement de la division du travail. Enfin, la discipline imposée par une plus grande concurrence apportera des bienfaits supplémentaires aux producteurs nationaux qui auront survécu.

Troisièmement, un plus large accès aux technologies modernes disponibles permet aux pays d'industrialisation plus récente de réaliser d'importants gains de productivité sans avoir à continuellement réinventer. L'exportation peut faciliter ce processus en procurant les recettes en devises nécessaires pour financer les importations de machines et de matériel de transport, qui sont un important moyen de transfert de technologie vers les pays pauvres. Bien orientés, les investissements étrangers directs peuvent également contribuer à l'acquisition de la technologie.

Quatrièmement, les migrations internationales permettent aux pauvres dans les pays pauvres de trouver un emploi lorsque les possibilités sont limitées dans leur propre pays. L'émigration peut atténuer les pressions démographiques s'exerçant sur des ressources, par exemple foncières, rares. Les rapatriements de salaires peuvent également être une importante source de devises pour les pays dont les migrants sont originaires, et dynamiser la consommation locale des ménages et des parents restés dans le pays.

La mondialisation de la production et des ressources financières peut aider à briser l'engrenage de la pauvreté si elle permet aux PMA de tirer profit de ces filières de croissance et de réduction de la pauvreté. Mais la mondialisation est un processus extrêmement inégal, d'un point de vue aussi bien géographique que fonctionnel. Étant donné les restrictions qui continuent de peser sur les migrations internationales, en particulier de main-d'œuvre non qualifiée, les individus qui choisissent d'émigrer pour échapper à la pauvreté font généralement un choix entre la pauvreté dans leur pays et l'exclusion sociale, en tant qu'immigrant illégal ou citoyen de seconde zone, à l'étranger. De plus, de nombreux PMA sont marginalisés par rapport à ces aspects potentiellement positifs de la mondialisation.

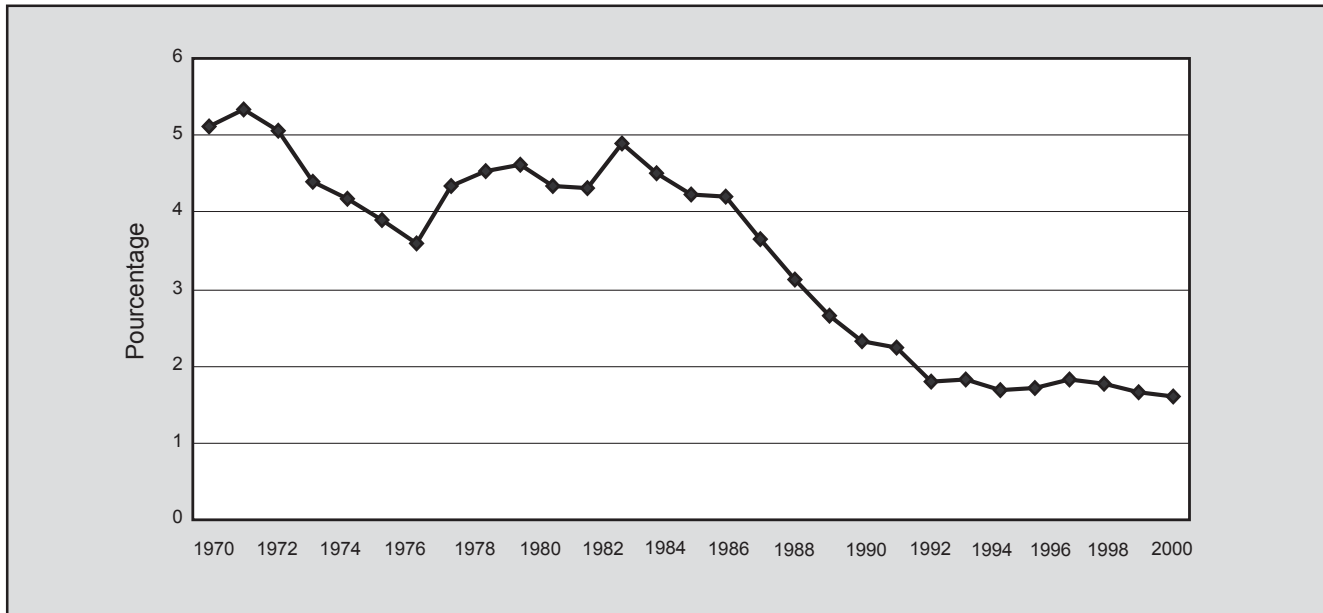
Nous avons déjà vu que les PMA exportateurs de produits primaires étaient de plus en plus marginalisés dans le commerce international. Les études disponibles montrent également que les PMA sont généralement exclus de l'expansion des flux financiers internationaux et de la diffusion de la technologie à travers l'IED et les importations de machines et de matériel. La part de ces pays dans le total des flux financiers nets à long terme vers l'ensemble des pays en développement est tombée de 18 % en 1987 à 5 % environ en 2000 (graphique 43); leur part des apports nets d'IED dans l'ensemble des pays en développement est tombée de 3,9 % pour la période 1975-1982 à 2,1 % pour la période 1994-2000, et pour ce qui est du transfert de technologie, on constate que leur part des importations totales de machines et de matériel dans l'ensemble des pays en développement est passée de 5 % en 1982 à 1,8 % en 1998 (graphique 44).

2. FORCES RESSERRANT LE PIÈGE : EFFETS DIRECTS

La répartition géographique inégale de la mondialisation, et la marginalisation de nombreux PMA, en particulier des PMA dépendant des produits de base, par rapport à l'expansion des flux financiers et commerciaux mondiaux et à la diffusion de la technologie, ont conduit certains observateurs à affirmer que les PMA se situaient « en dehors du processus de mondialisation », et qu'ils souffraient « non pas d'un excès, mais d'un manque de mondialisation »

Les PMA sont généralement exclus de l'expansion des flux financiers internationaux et de la diffusion de la technologie à travers l'IED et les importations de machines et de matériel.

GRAPHIQUE 44. PART DES PMA DANS LE TOTAL DES IMPORTATIONS DE MACHINES ET DE MATÉRIEL DANS LES PAYS EN DÉVELOPPEMENT, 1970–1998
(En pourcentage)



Source : Estimations du secrétariat de la CNUCED, d'après Mayer (2001).

Note : Échantillon composé de 35 PMA et de 56 autres pays en développement pour lesquels on dispose de données.

(Barnevik, 2001, p. 37). Mais c'est une vision trop simpliste. Les PMA se trouvent en fait dans une situation où ils sont marginalisés par rapport à certains aspects potentiellement positifs de la mondialisation, dont ils subissent en même temps certains aspects négatifs.

Deux processus, l'un et l'autre mal compris, sont à l'œuvre ici. Le premier concerne la façon dont la mondialisation modifie l'économie mondiale des produits de base et l'impact que cela a sur les perspectives de développement des PMA. Le second intéresse les changements qui surviennent dans les pays en développement plus avancés sous l'influence de la mondialisation et leurs effets indirects sur les perspectives de développement des PMA.

Les PMA se trouvent en fait dans une situation où ils sont marginalisés par rapport à certains aspects potentiellement positifs de la mondialisation, dont ils subissent en même temps certains aspects négatifs.

Pour ce qui est de l'évolution récente de l'économie mondiale des produits de base, la CNUCED a souligné dans ses travaux un certain nombre de changements survenus dans les chaînes de production et de distribution de ces produits, en particulier des produits agricoles, qui étaient liés à la mondialisation et qui faisaient que la part des PMA dans les exportations mondiales de produits de base ne cessait de diminuer. Les choses se passent à trois niveaux, à savoir les marchés internationaux, les pays en développement exportateurs de produits de base, et les pays importateurs. Mais le dénominateur commun de ces trois niveaux est une intégration plus étroite du commerce international et de la production par la pénétration de grandes sociétés transnationales et entreprises de distribution – telle que des chaînes de supermarchés – dans les structures de production agricole des pays en développement (et des pays développés). Il y a quelques décennies, la domination de grandes entreprises dans l'économie mondiale des produits de base était principalement due à l'activité de ces entreprises sur les marchés internationaux; aujourd'hui, elle tient de plus en plus aussi à une influence directe sur ce qui est produit, et la façon dont c'est produit. Si cela peut offrir des possibilités sans précédent à certains producteurs et exportateurs, bénéficier de cette tendance et en éviter les aspects négatifs impose aux gouvernements et aux entreprises des pays en développement de posséder des compétences commerciales bien plus grandes qu'auparavant.

ENCADRÉ 13. EXPORTATIONS SUBVENTIONNÉES ET TOMATES D'AFRIQUE DE L'OUEST

Derrière les États-Unis d'Amérique et devant la Turquie, le deuxième plus gros producteur mondial de concentré de tomates est l'Union européenne. Les producteurs de tomates sont rémunérés à un prix minimal supérieur au prix du marché mondial, ce qui encourage la production. Les transformateurs, à leur tour, bénéficient de subventions qui couvrent la différence entre les prix intérieurs et les prix mondiaux.

Des études ont été faites sur certains effets de ces subventions sur les PMA d'Afrique de l'Ouest dans les années 90. Le montant des subventions en 1997 a été d'environ 300 millions de dollars. Les transformateurs ont besoin de trouver des marchés, et 20 % environ des exportations à cette époque sont allées dans des pays d'Afrique de l'Ouest. Au milieu des années 90, 80 % environ de la demande de concentré de tomates dans cette région était couverte par des produits provenant de l'Union européenne, qui étaient meilleur marché que les produits locaux. La concurrence acharnée des industries de l'Union européenne a entraîné la fermeture d'usines de transformation de tomates dans plusieurs pays ouest-africains.

Au Sénégal, par exemple, la culture de la tomate a été introduite dans les années 70 et est progressivement devenue une activité importante pour les agriculteurs, car elle leur offrait la possibilité de diversifier leur activité agricole et de stabiliser leurs revenus. En 1990-1991, la production de concentré de tomates était de 73 000 tonnes, et le Sénégal en exportait vers ses voisins. Mais au cours des sept dernières années, la production totale est tombée à moins de 20 000 tonnes. L'une des principales raisons de cette baisse brutale a été la libéralisation des importations de concentré en 1994. Malgré les effets positifs de la dévaluation du franc CFA, l'industrie de la transformation de tomates ne pouvait concurrencer les exportateurs de l'Union européenne. Les importations de concentré sont passées de 62 tonnes en 1994 (pour une valeur de 0,1 million de dollars) à 5 130 tonnes en 1995 (pour une valeur de 4,8 millions de dollars), puis 5 348 tonnes en 1996 (pour une valeur de 3,8 millions de dollars). La SOCAS, seule entreprise sénégalaise de transformation qui ait survécu, importe du triple concentré qu'elle transforme en double concentré. D'autres PMA ouest-africains – Burkina Faso et Mali – ont pareillement enregistré des hausses considérables de leurs importations de concentré de tomates en provenance de l'Union européenne. La Gambie, petit pays s'il en est, importe même davantage de concentré que le Sénégal, et la consommation de concentré remplace de plus en plus souvent celle de tomates fraîches.

Le manque de crédits et le faible niveau des prix ont contribué à la stagnation des industries ouest-africaines du secteur de la transformation de tomates. Pour qu'elles aient le moindre espoir de devenir compétitives, les entreprises de la région devront s'équiper de nouvelles machines et réaliser des investissements massifs. Les investissements étrangers pourraient être une option, mais ces industries n'intéresseront pas les investisseurs étrangers potentiels tant que les produits européens domineront les marchés locaux.

Source : EUROSTAT: *Eurostep Dossier on CAP and Coherence* (www.oneworld.org/eurostep/cap.htm).

Au niveau international, il existe une tendance continue à la concentration du commerce et à l'intégration verticale des grandes entreprises. Les fusions-acquisitions ont considérablement réduit le nombre d'entreprises détenant d'importantes parts de marché pour des produits tels que le café, le cacao, les huiles végétales et les céréales. Un autre grand changement est la disparition des négociants, qui faisaient autrefois office d'intermédiaire entre des acheteurs et des vendeurs qui ne se connaissaient guère et qui n'avaient qu'une connaissance partielle des prix; les technologies de la communication, y compris Internet, font qu'aujourd'hui les acheteurs et les vendeurs peuvent se rencontrer beaucoup plus facilement et communiquer instantanément, ce qui intensifie la concurrence et réduit les marges de profit des négociants. Cette intensification de la concurrence favorise ceux qui ont accès à un financement moins cher et à une bonne logistique. Être une grande entreprise facilite les choses dans les deux cas. La déréglementation et la disparition des offices de commercialisation font que les grandes entreprises disposant d'entrepôts et de moyens de transport dans les pays producteurs peuvent exploiter leurs avantages financiers logistiques, et même acheter directement les produits aux agriculteurs⁸. Il faut aujourd'hui disposer de vastes ressources financières, maîtriser une technologie compliquée, y compris en matière d'information, et posséder des compétences spécialisées pour soutenir la concurrence sur des marchés plus ouverts mais aussi plus complexes. Les entreprises des pays développés détiennent manifestement un avantage dans tous ces domaines.

Au niveau des pays en développement exportateurs de produits de base, la libéralisation, en particulier le démantèlement des offices de commercialisation, a

En 2000, le soutien agricole dans les pays de l'OCDE s'est élevé à un total de 327 milliards de dollars; le total des versements nets d'APD des membres du CAD de l'OCDE à l'ensemble des PMA la même année a représenté un peu moins de deux semaines de ce soutien agricole total.

eu trois grandes conséquences sur la structure des marchés. Premièrement, un grand nombre de négociants individuels sont dans un premier temps apparus, mais beaucoup ont rapidement été éliminés par la concurrence, principalement par manque de compétences commerciales, mais aussi en raison de difficultés d'accès au financement. Ceux qui ont survécu possèdent souvent des liens avec des entreprises étrangères, ce qui leur donne un accès non seulement aux marchés, mais aussi aux ressources financières. Deuxièmement, le secteur des produits de base a été ouvert à la participation directe d'entreprises étrangères, qui traitent avec des exportateurs, qui sont généralement beaucoup plus petits qu'elles, et qui traitent aussi parfois directement avec les producteurs. Troisièmement, la diminution des obstacles à l'importation a modifié les structures de production locales. Des produits transformés importés, principalement des produits de grandes marques internationales souvent vendus dans des supermarchés à capitaux étrangers, ont gagné d'importantes parts de marché dans les pays en développement au détriment des produits locaux (encadré 13). Il est à noter qu'en l'occurrence, les subventions agricoles dans les pays développés contribuent beaucoup à la compétitivité des exportateurs agricoles de ces pays. En 2000, le soutien agricole⁹ dans les pays de l'OCDE s'est élevé à un total de 327 milliards de dollars; le total des versements nets d'APD (y compris les flux multilatéraux imputés) des membres du CAD de l'OCDE à l'ensemble des PMA la même année a représenté un peu moins de deux semaines de ce soutien agricole total.

Dans les pays importateurs, une importante évolution de la structure des marchés a été la croissance d'un secteur de la vente au détail moderne, constitué en particulier de supermarchés. Cela a eu peu d'effets sur les produits en vrac qui subissent de multiples transformations avant de parvenir dans le panier des consommateurs. Mais pour de nombreux produits alimentaires dynamiques, il est généralement reconnu que c'est le principal facteur qui influe sur l'évolution des conditions de l'offre et de la demande. Pour les exportateurs de produits de base « non traditionnels » tels que des fruits et légumes frais, les grandes entreprises de vente au détail ont fourni un important accès au marché. L'établissement de liens avec des supermarchés donne aux producteurs un accès à un marché en expansion et les encourage à améliorer qualité et productivité. Néanmoins, le prix à payer pour de nombreux producteurs et exportateurs est une dépendance à l'égard d'une seule et unique enseigne de supermarché ou d'un seul et unique importateur dans un pays pour ce qui est de la commercialisation, de l'innovation en matière de produits et de l'assistance technique. Une importante conséquence de la croissance et de l'internationalisation des chaînes de supermarchés a été la diffusion à un niveau mondial des noms de marque. Les caractéristiques des produits faisant de plus en plus appel à une perception psychologique, l'importance des dépenses consacrées à la publicité et autres activités de promotion augmente. Cela place les négociants des pays en développement en position défavorable et contribue à la concentration de l'économie des produits de base. Il est extrêmement difficile pour les exportateurs des pays en développement de différencier leurs produits et de créer de nouvelles marques capables de concurrencer les grandes marques de réputation mondiale.

Même si les PMA bénéficient d'un meilleur accès aux marchés (grâce à de moindres restrictions publiques), ils ne seront pas en mesure de réellement pénétrer ces marchés s'ils ne sont pas rattachés aux filières mondiales de production et de commercialisation des produits de base.

Tous les effets dans les PMA de ces tendances de l'économie internationale des produits de base restent à déterminer. Mais grand est le risque que de nombreux PMA ne soient de plus en plus exclus des marchés mondiaux à mesure que les acheteurs au sein des filières de produits relèvent leurs critères de volume et de qualité. Il est extrêmement important de savoir si ce phénomène se produit ou non. Même si les PMA bénéficient d'un meilleur accès aux marchés (grâce à de moindres restrictions publiques), ils ne seront pas en mesure de réellement

pénétrer ces marchés s'ils ne sont pas rattachés aux filières mondiales de production et de commercialisation des produits de base.

Il existe peu d'études empiriques sur ce phénomène; toutefois, pour devenir ou rester « intéressants » pour les acheteurs internationaux, les fournisseurs et les sites de production doivent répondre à certains critères de prix, de volume et de fiabilité sur le court à moyen terme. Le critère de fiabilité pose un problème particulier pour les PMA sans littoral en raison des risques et des incertitudes des systèmes de transport en transit. Il est également probable que les PMA soient confrontés à des difficultés pour ce qui est des volumes de produits à fournir. Par exemple, il semblerait que les négociants en café exigent désormais un niveau de production nationale d'un million de sacs (de 60 kg) par an pour donner à de nouveaux fournisseurs un accès au marché mondial (*Economist Intelligence Unit*, 1999, p. 2, dans Gibbon, 2001). Il est également manifeste que, d'une manière générale, les producteurs et les transformateurs de produits de base ont besoin de financements de plus en plus importants pour être compétitifs sur les marchés mondiaux. Les progrès de la technologie permettent de réaliser de considérables économies d'échelle, mais nécessitent de lourds investissements en installations de transformation. Par exemple, de grandes installations de broyage sont nécessaires pour rester concurrentielles dans le secteur des huiles végétales. Des exigences commerciales plus rigoureuses appellent des investissements toujours plus grands pour répondre aux critères de qualité et aux spécifications des acheteurs¹⁰. Ces conditions ne sont bien entendu pas favorables aux petits producteurs, qui doivent soit s'organiser en grandes coopératives, soit s'efforcer d'établir des liens avec des entreprises étrangères qui leur apporteront le financement et le savoir-faire nécessaires. Les gouvernements doivent aussi réaliser de grands investissements pour répondre aux exigences du marché. Ces investissements prennent souvent la forme d'un appui institutionnel et technique, mais des investissements directs peuvent aussi être nécessaires.

Une autre conséquence de l'évolution récente de la structure des marchés est le fossé qui se creuse entre les prix internationaux et les prix à la consommation. Ce phénomène est associé à la concentration continue du commerce et à l'intégration verticale des grandes entreprises. Plusieurs études récentes ont établi que dans les pays développés, l'écart entre les prix internationaux, ou les prix à l'importation, et les prix intérieurs de vente au détail avait commencé de se creuser au début des années 70, phénomène qui s'était accéléré dans les années 80 (Morisset, 1998). Les taxes à l'importation ainsi que les frais de logistique intérieure ayant diminué, les seuls facteurs qui peuvent expliquer cette tendance sont le poids relatif et croissant d'autres coûts de commercialisation et de distribution dans le processus de valorisation du produit au-delà du prix à l'importation, ou la puissance commerciale des entreprises intermédiaires. Une étude des marchés du café réalisée par le secrétariat de la CNUCED a montré que dans les pays où la concentration du marché était la plus grande, l'écart entre les prix internationaux et les prix de vente au détail s'était davantage creusé que dans les pays où la concentration était plus faible. Ce qui ressort manifestement de tout cela est que la part des pays producteurs dans la valeur de vente au détail du produit final ne cesse de diminuer. Qui plus est, cette tendance, ainsi que l'asymétrie qui vient d'être mentionnée, ont empêché les hausses de la consommation qui auraient pu se produire si les prix au détail avaient, comme les prix internationaux, diminué (Nations Unies, 2000).

Un autre effet des récentes tendances concernant la structure de l'économie mondiale des produits de base est l'instabilité croissante des prix, qui peut s'expliquer par des liens de plus en plus étroits entre les marchés financiers et les marchés de produits. La liquidité des marchés à terme de produits de base et les

Des exigences commerciales plus rigoureuses appellent des investissements toujours plus grands pour répondre aux critères de qualité et aux spécifications des acheteurs.

Dans les pays où la concentration du marché du café est la plus grande, l'écart entre les prix internationaux et les prix de vente au détail s'est davantage creusé que dans les pays où la concentration est faible.

amples fluctuations de ces marchés peuvent les rendre attrayants pour des investisseurs qui sont attirés par l'ampleur des gains potentiels et ne sont pas effrayés par l'ampleur correspondante des risques de perte. Une activité spéculative mobilisant des montants toujours plus élevés a contribué à l'instabilité croissante des prix des produits de base, même si cela ne change en rien les fondamentaux du marché.

Enfin, un certain nombre d'observateurs ont souligné que la crise de la dette des années 80 avait pesé sur les prix réels des produits de base par le biais de pressions exercées sur la production, notamment de mesures d'ajustement structurel appliquées simultanément dans un grand nombre de pays producteurs (voir, par exemple, Bleaney, 1993; Spraos, 1993; Lutz et Singer, 1994). Selon Bleaney (1993, p. 463 et 464):

On peut estimer que le phénomène de « l'erreur de généralisation » (aussi appelé sophisme de composition) a touché 42 % des exportations totales de produits primaires hors combustibles des PMA en 1997-1999.

« Un changement global d'orientation dans le monde en développement dans le sens d'une plus grande ouverture sur l'extérieur risque de déprimer les prix des produits de base agricoles et donc d'aggraver les termes de l'échange des pays en développement. Les effets directs seront probablement modestes, mais les effets indirects, avec une aggravation des difficultés de balance des paiements, pourraient être d'une portée considérable et entièrement annuler les gains escomptés de la libéralisation du commerce... Pour les pays à faible revenu, en particulier les pays fortement tributaires de leurs exportations agricoles, la libéralisation des échanges mondiaux aura probablement pour effet de réduire encore leurs capacités d'importation. L'exécution des programmes de prêts à l'ajustement structurel montre qu'il est difficile de retirer des gains dynamiques de la libéralisation dans ces conditions. Même en tenant compte de la charge que représente l'ajustement, on constate que les pays exécutant de tels programmes ne réussissent pas à atteindre de meilleurs taux de croissance ou d'investissement que ce qu'ils auraient autrement obtenu, d'après les éléments dont on dispose. Il n'est donc en rien surprenant que les bénéfices tirés de la libéralisation mondiale soient décevants dans de nombreux pays à faible revenu ».

Si un certain nombre de pays en développement accroissent simultanément leurs exportations, leurs termes de l'échange diminuent; il ne s'agit pas là d'une simple considération théorique¹¹. Les travaux de recherche de la Banque mondiale ont montré que ce phénomène d'erreur de généralisation (ou sophisme de composition) concernait un grand nombre de denrées agricoles, notamment la banane, le cacao, le café, le coton, le thé et le tabac (Banque mondiale, 1996, p. 50). D'autres analystes ont ajouté à cette liste le cuivre, le pétrole et la vanille (Schiff, 1995, p. 603). L'ensemble de ces produits de base, moins la banane, le pétrole et la vanille, ont représenté 42 % des exportations totales de produits primaires hors combustibles des PMA en 1997-1999.

3. FORCES RESSERRANT LE PIÈGE : EFFETS INDIRECTS

La mondialisation a des effets directs sur les PMA, mais aussi des effets indirects en fonction des changements qu'elle induit dans les pays en développement plus avancés. Les relations entre ceux-ci et les PMA influent beaucoup sur les perspectives de développement des seconds et peuvent être synergiques ou concurrentielles.

Elles sont synergiques lorsque les pays en développement plus avancés deviennent un important marché pour les exportations des PMA. Les

investissements directs à l'étranger peuvent, associés à des politiques appropriées, constituer une source de savoir-faire et d'investissements pour les PMA, contribuant dans le même temps à une modernisation de la production dans les pays en développement plus avancés. La stabilité politique dans les PMA voisins est également essentielle à une croissance soutenue dans les pays en développement plus avancés. L'effondrement économique des PMA peut provoquer des mouvements de population déstabilisateurs au niveau régional.

Mais ces relations peuvent également être concurrentielles. En particulier, les PMA et d'autres pays en développement peuvent se concurrencer sur des marchés tiers, aussi bien de produits de base que d'articles manufacturés. Ces relations concurrentielles seront d'autant plus vives que les pays en développement plus avancés auront du mal à poursuivre leur industrialisation et à s'élever sur l'échelle technologique pour cesser de fabriquer les produits simples qu'exportent les pays pauvres. Dans la mesure où ces pays en développement plus avancés se heurtent à un « mur invisible » qui fait obstacle à leur développement, la concurrence entre eux et les PMA ne pourra que s'intensifier. La mondialisation resserre le piège de la pauvreté dans les PMA si elle empêche ainsi les pays en développement plus avancés de progresser.

Les tendances récentes concernant les inégalités au niveau mondial restent une question controversée. Il est cependant généralement reconnu qu'un tout petit nombre seulement de pays en développement ont connu une croissance suffisamment vigoureuse pour réduire sensiblement leur déficit de revenu par rapport aux pays industrialisés avancés et se rapprocher rapidement de ces pays. De plus, on observe une polarisation croissante de l'économie mondiale: le groupe intermédiaire de pays en développement constitué de pays dont le revenu se situe entre 40 et 80 % de la moyenne dans les pays développés a diminué depuis les années 70 (CNUCED, 1997a). Ce phénomène s'explique par le fait que dans la partie supérieure de l'échelle de la répartition internationale des revenus, il y a convergence vers le haut, les pays relativement pauvres membres du club des pays industrialisés de l'OCDE (par exemple, l'Irlande) ayant connu des taux de croissance plus rapides que ceux des pays plus riches, tandis qu'au bas de cette échelle internationale des revenus, il y a convergence à la baisse en raison de la régression économique de certains pays pauvres relativement aisés. D'après le FMI (1997, p. 78), « le mouvement de polarisation semble s'être intensifié depuis le début des années 80 ».

Ces tendances indiquent que de nombreux pays en développement plus avancés ont du mal à poursuivre leur industrialisation et leur progression technologique. Diverses livraisons du *Rapport sur le commerce et le développement* de la CNUCED dans les années 90 ont montré comment cette situation était imputable aux asymétries du système international, conjuguées à l'instabilité financière globale liée à la mondialisation des marchés financiers. La conséquence en est que les relations entre les pays en développement plus avancés et les PMA sont probablement beaucoup plus concurrentielles que complémentaires.

Le renforcement de la concurrence avec d'autres exportateurs d'articles manufacturés à faible intensité de compétences ne peut qu'accroître la vulnérabilité des PMA qui s'efforcent d'échapper à l'engrenage de la pauvreté en se diversifiant en dehors du secteur des produits de base. Mais les PMA exportateurs de produits de base sont également touchés par ce qui se passe dans les pays en développement plus avancés. La meilleure illustration en est les incidences des crises financières des marchés émergents sur l'économie

Dans la mesure où les pays en développement plus avancés sont confrontés à une sorte de « mur invisible » qui fait obstacle à leur développement, la concurrence ne pourra que s'intensifier entre ces pays et les PMA. La mondialisation resserre le piège de la pauvreté dans les PMA si elle empêche les pays en développement plus avancés de progresser.

Il est extrêmement probable que la polarisation croissante de l'économie mondiale renforce le cercle vicieux de la stagnation et de la pauvreté dans les pays les plus pauvres.

mondiale des produits de base et donc sur les PMA. Les crises financières des années 90, qui étaient liées à la mondialisation des marchés financiers, ont eu des répercussions aussi bien sur l'offre que sur la demande sur les marchés mondiaux de produits. Avant la crise asiatique des années 1997-1998, la demande de produits de base avait rapidement augmenté en Asie au cours des deux précédentes décennies, mais la crise ayant provoqué un recul de l'activité économique, les importations ont très fortement diminué. Dans le même temps, les exportations de certains produits ont augmenté, souvent sous l'effet de dévaluations monétaires. La combinaison de ces tendances a aggravé le recul cyclique des prix qui avait commencé en 1995 et créé une situation particulièrement difficile pour les PMA en raison de leur faible productivité et de leur incapacité de compenser une diminution des prix par un accroissement de productivité.

Il est ainsi extrêmement probable que la polarisation croissante de l'économie mondiale renforce le cercle vicieux de la stagnation et de la pauvreté dans les pays les plus pauvres. Dans la mesure où la mondialisation sous sa forme actuelle – inégale, asymétrique et insuffisamment maîtrisée – favorise cette polarisation, il est probable qu'elle resserre le piège international de la pauvreté dans lequel sont englués de nombreux PMA.

F. Conclusion

Il n'existe pas de lien inéluctable entre la dépendance à l'égard des produits primaires et la pauvreté.

On a vu dans ce chapitre que l'extrême pauvreté était persistante et généralisée dans les PMA exportateurs de produits de base hors pétrole, parce que ces pays étaient prisonniers d'un engrenage international de la pauvreté. Il n'existe pas de lien inéluctable entre la dépendance à l'égard des produits primaires et la pauvreté. Mais les PMA exportateurs de produits de base possèdent un secteur de produits à faible productivité, à faible valeur ajoutée et à faible compétitivité, qui se limite généralement à un éventail restreint de produits destinés à des marchés internationaux sur le déclin ou atones. La faiblesse de ce secteur tient à un plus vaste problème qui est celui des bas niveaux d'investissement et de productivité qui sont caractéristiques d'une situation de pauvreté généralisée. La structure de spécialisation des exportations va de pair avec une faible croissance de ces exportations, des variations relativement amples des termes de l'échange, un endettement extérieur insupportable, un niveau élevé de dépendance à l'égard de l'aide et un système où aide et service de la dette sont intimement liés. Cet ensemble négatif de relations commerciales et financières extérieures renforce les cercles vicieux intérieurs qui font que la pauvreté est généralisée et persistante dans de nombreux PMA. Parallèlement, les effets intérieurs de la pauvreté généralisée – sur l'épargne, l'investissement, la productivité, les capacités publiques et les capacités des entreprises – renforcent cet ensemble négatif de relations commerciales et financières extérieures. C'est cette combinaison de relations intérieures et extérieures qui crée un engrenage international de la pauvreté.

Cet ensemble négatif de relations commerciales et financières extérieures renforce les cercles vicieux intérieurs qui font que la pauvreté est généralisée et persistante dans de nombreux PMA. C'est cette combinaison de relations intérieures et extérieures qui crée un engrenage international de la pauvreté.

Bien que les PMA qui se sont diversifiés en dehors du secteur des produits de base aient généralement un taux de pauvreté plus faible que les PMA tributaires des produits de base – et dans certains pays la pauvreté a même diminué – rien ne permet de garantir que des pays pauvres qui se spécialiseront dans l'exportation d'articles manufacturés et de services verront leur revenu augmenter et leur pauvreté diminuer. Le niveau de pauvreté dans les PMA qui ont réussi une telle diversification reste élevé au regard des normes internationales. De plus, ces pays restent vulnérables en ce sens que le dynamisme de leurs exportations

repose souvent sur des activités à faible intensité de compétences dans des secteurs où il existe une intense concurrence, leur structure d'exportation est fortement tributaire d'un tout petit nombre de produits et ils sont exposés à un risque d'effritement des préférences spéciales, en particulier dans le secteur des textiles et des vêtements.

Enfin, il est évident qu'une intensification des relations extérieures positives peut beaucoup aider les PMA à échapper à l'engrenage de la pauvreté. Mais il semblerait que la mondialisation sous sa forme actuelle resserre le piège international de la pauvreté dont sont prisonniers les PMA exportateurs de produits de base et accroît la fragilité des nouveaux exportateurs d'articles manufacturés et de services. La raison en est que les PMA sont généralement exclus des aspects de la mondialisation qui sont potentiellement bénéfiques, tout en subissant les aspects qui peuvent être préjudiciables. Une tendance particulièrement inquiétante concerne la polarisation de l'économie internationale associée à la mondialisation, qui rendra plus difficile encore d'instaurer des relations sous-régionales et régionales bénéfiques pouvant aider les pays à échapper à l'engrenage de la pauvreté. Le problème de la pauvreté généralisée et persistante dans les PMA n'est pas simplement une question de marginalisation; il a aussi à voir avec la polarisation de l'économie mondiale.

La mondialisation sous sa forme actuelle resserre le piège international de la pauvreté dont sont prisonniers les PMA exportateurs de produits de base et accroît la vulnérabilité des nouveaux exportateurs d'articles manufacturés et de services.

Notes

1. Comme au chapitre précédent, on entend par PMA exportateurs de produits de base les pays dans lesquels les produits primaires représentent plus de 50 % des exportations totales de biens et de services.
2. Les apports exceptionnels de ressources associés à des flambées des prix des produits de base n'ont pas été correctement gérés dans le passé, notamment en Afrique. Cela étant, il a été constaté que les chocs positifs enregistrés par les cours des produits de base avaient généralement des effets positifs ou neutres sur la croissance (Deaton et Miller, 1995; Deaton, 1999). Pour un examen plus approfondi des effets de l'instabilité des termes de l'échange et des chocs connexes en Afrique, voir Bleaney et Greenaway (2001) et Khose et Riezman (2001).
3. Tout au long de ce chapitre, l'on a utilisé indifféremment les expressions « prix réels des produits de base » et « termes de l'échange des produits de base » pour désigner le rapport des prix des produits de base autres que les combustibles aux prix des biens manufacturés.
4. Valeur des exportations corrigée en fonction de la valeur unitaire des exportations d'articles manufacturés originaires des pays en développement.
5. On peut estimer la perte de change résultant des variations des termes de l'échange des produits de base durant ces périodes en déduisant la valeur des produits de base exportés par les pays en développement aux prix de 1986 pour une année donnée de la valeur correspondante du pouvoir d'achat de ces exportations au regard des prix des articles manufacturés exportés par les pays industrialisés.
6. Prix relatifs des exportations et des importations d'un pays donné.
7. Le lien entre dépendance à l'égard des produits de base et endettement est analysé plus en détail dans Nissanke et Ferrarini (2001).
8. Une meilleure logistique permet également aux grandes entreprises d'acheter de plus en plus souvent en flux tendus, ce qui réduit pour elles le coût de la détention de stocks et transfère cette charge financière sur les agents économiques en amont. Les entreprises de l'industrie chocolatière, par exemple, qui auparavant détenaient des stocks couvrant une année ou plus de production, ont désormais réduit leurs stocks à tout juste quatre mois de production.
9. Les estimations du soutien total (EST) sont constituées par « la valeur monétaire annuelle de l'ensemble des transferts bruts des contribuables et des consommateurs découlant des mesures d'appui à l'agriculture, déduction faite des recettes budgétaires associées »; le soutien à la production correspond à « la valeur monétaire annuelle des transferts bruts des consommateurs et des contribuables aux producteurs agricoles, mesurée en prix départ exploitation, découlant de mesures de politique générale indépendamment de leur nature, de leurs objectifs ou de leur impact sur la production et les revenus agricoles » (OCDE, 2001, p. 271).
10. Voir à ce sujet CNUCED (1997b).

11. Pour un examen de cette question dans le cas des produits de base, voir Akiyama et Larson (1994), Schiff (1995) et Sapsford et Singer (1998); dans le cas des exportations d'articles manufacturés, voir CNUCED (2002).

Bibliographie

- Akiyama, T. and Larson, D.F. (1994). The adding-up problem: strategies of primary commodity exports in sub-Saharan Africa, Policy Research Working Paper No. 1245, World Bank, Washington DC.
- Banque mondiale (1996). *Global Economic Prospects and the Developing Countries*, World Bank, Washington DC.
- Barnevik, P. (2001). Globalisation debate – growth spur, *World Link*, September/ October, 36-38.
- Birdsall, N., Claessens, S. and Diwan, I. (2001). Will HIPC matter?: the debt game and donor behaviour in Africa, Carnegie Endowment for International Peace, Discussion Paper No. 3.
- Bleaney, M. (1993). Liberalisation and the terms of trade of developing countries: a cause for concern?, *World Economy*, 16 (4): 453-467.
- Bleaney, M. and Greenaway, D. (2001). The impact of terms of trade and real exchange rate volatility on investment and growth in sub-Saharan Africa, *Journal of Development Economics*, 65: 491-500.
- Bloch, H. and Sapsford, D. (1997). Some estimates of Prebisch and Singer effects on the terms of trade between primary producers and manufacturers, *World Development*, 25 (11): 1873-1884.
- Borataw, K. (2001). Movements of relative agricultural prices in sub-Saharan Africa, *Cambridge Journal of Economics*, 25 (3): 395-417.
- Cashin, P. and McDermott, C.J. (2001). The long-run behaviour of commodity prices: small trends and big variability, IMF Working Paper WP/01/68, IMF, Washington DC.
- Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) (1999). Export Performance of Least Developed Countries: Country Profiles, Geneva.
- Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) (2001a). LDCs' export success stories (summaries), report prepared for the Business Sector Round Table, Third United Nations Conference on the Least Developed Countries, Brussels, 16 May 2001.
- Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) (2001b). *Converting LDC Export Opportunities into Business: A Strategic Response*, United Nations publication, sales no. E.01.III.T.8, Geneva.
- CNUCED (1997a). *Trade and Development Report, 1997*, United Nations publication, sales no. E.97.II.D.6, Geneva.
- CNUCED (1997b). Opportunities for vertical diversification in the food processing sector in developing countries, TD/B/COM.1/EM.2/2, 23 June 1997, Geneva.
- CNUCED (1999). *The Least Developed Countries 1999 Report*, United Nations publication, sales no. E.99.II.2, Geneva.
- CNUCED (2000a). Economic Development in Africa: Performance, Prospects and Policy Issues, United Nations, New York and Geneva.
- CNUCED (2000b). *The Least Developed Countries 2000 Report*, United Nations publication, sales no. E.00.II.D.21, Geneva.
- CNUCED (2002). *Trade and Development Report, 2002*, United Nations publication, sales no. E.02.II.D.2, Geneva.
- Deaton, A. (1999). Commodity prices and growth in Africa, *Journal of Economic Perspectives*, 13 (3): 23-40.
- Deaton, A. and Miller, R. (1995). International commodity prices, macroeconomic performance, politics in sub-Saharan Africa, Princeton Studies in International Finance No. 79, Princeton, New Jersey.
- Dehn, J. (2000a). The effects on growth of commodity price uncertainty and shocks, Policy Research Working Paper 2455, World Bank, Washington DC.
- Dehn, J. (2000b). Private investment in developing countries: the effects of commodity shocks and uncertainty, WPS/2000-11, Centre for the Study of African Economies, Department of Economics, University of Oxford, Oxford.
- Devarajan, S., Rajkumar, A.S. and Swaroop, V. (1999). What does aid to African finance? Policy Research Working Paper 2092, World Bank, Washington DC.
- Fonds monétaire international (FMI) (1997). *World Economic Outlook*, May 1997 - Globalization: Opportunities and Challenges, IMF, Washington, DC.

- Gibbon, P. (2001). Upgrading primary production: a global commodity chain approach, *World Development*, 29 (2): 345-363.
- Herrmann, M. and David, M. (2001). Recent price changes in primary commodities, 1998-2000: implications for least developed countries. Background report for *The Least Developed Countries Report 2002*.
- Kanbur, R. (2000). Aid, conditionality and debt in Africa. In Tarp, F., ed., *Foreign Aid and Development: Lessons Learnt and Directions for the Future*, Routledge, London.
- Khose, M.A. and Riezman, R. (2001). Trade shocks and macroeconomic fluctuations in Africa, *Journal of Development Economics*, 65: 55-80.
- Killick, T. and Stevens, S. (1997). Assessing the efficiency of mechanisms for dealing with debt problems of low-income countries. In: Iqbal, Z. and Kanbur, R., eds., *External Finance for Low-income countries*, IMF Institute, Washington DC.
- Lutz, M. and Singer, H. (1994). The link between increased trade openness and the terms of trade: an empirical investigation, *World Development*, 22 (11): 1697-1709.
- Maizels, A. (1992). *Commodities in Crisis: The Commodity Crisis of the 1980s and the Political Economy of International Commodity Prices*, Clarendon Press, Oxford.
- Maizels, A., Berge, K., Crowe, T. and Palaskas, T.B. (1998). Trends in the manufactures terms of trade of developing countries, mimeo, Queen Elizabeth House, University of Oxford, Oxford.
- Mayer, J. (2001). Technology diffusion, human capital and economic growth in developing countries, UNCTAD Discussion Paper, No. 154, Geneva.
- Megzari, A. (2001). Problems and opportunities of commodity diversification for the LDCs, paper presented at the joint UNCTAD/CFC workshop on « Enhancing productive capacities and diversification of commodities in LDCs and South-South cooperation », 22-23 March 2001, Geneva.
- Mendoza, R. (2001). Terms of trade and inequality in the gains from trade: an empirical analysis, mimeo, UNDP Office of Development Studies, New York.
- Morrisset, J. (1998). Unfair trade? The increasing gap between world and domestic prices in commodity markets during the past 25 years. *World Bank Economic Review*, 12 (3) World Bank, Washington DC.
- Mortimore, M. (1999). Apparel-based industrialization in the Caribbean Basin: a threadbare garment?, *CEPAL Review*, 67:119-136.
- Nations Unies (2000). World commodity trends and prospects, A/55/332.
- Nissanke, M. and Ferrarini, B. (2001). Debt dynamics and contingency financing: theoretical reappraisal of the HIPC Initiative, paper prepared for the UNU/WIDER Development Conference on Debt Relief, 17-18 August, 2001, Helsinki.
- OCDE (2001). Agricultural policies in OECD countries: monitoring and evaluation. OECD, Paris.
- Organisation internationale du café (2001). Review of the coffee market situation, September 2001, International Coffee Council, Eighty-fourth Session, 26-28 September 2001, London.
- Reinhardt, N. (2000). Back to basics in Malaysia and Thailand: the role of resource-based exports in their export-led growth, *World Development*, 28 (1): 57-77.
- Sachs, J. et al. (1999). Implementing debt relief for HIPCs, Centre for International Development, Harvard University, mimeo.
- Sapsford, D. (2001). The terms of trade of the world's poorest countries, mimeo, background note prepared for *The Least Developed Countries Report 2002*.
- Sapsford, D. and Singer, H. (1998). The IMF, the World Bank and commodity prices: a case of shifting sands?, *World Development*, 26 (9): 1653-1660.
- Schiff, M. (1995). Commodity exports and the adding-up problem in LDCs: trade, investment and lending policy, *World Development*, 23 (4): 603-615.
- Spraos, J. (1993). The terms of trade and the foreign debt of developing countries. Chapter 2 in Nissanke, M. and Hewitt, A., eds., *Economic Crisis in Developing Countries: New Perspectives on Commodities, Trade and Finance*, Pinter Publishers, London and New York.
- Varangis, P., Akiyama, T. and Mitchell, D. (1995). Managing commodity booms and busts, Directions in Development Series, World Bank, Washington DC.
- Wood, A. and Mayer, J. (1998). Africa's export structure in a comparative perspective, Study No. 4, African Development in Comparative Perspective, UNCTAD, Geneva.

